

l'imporecor

correspondance de presse internationale

bimensuel, n° 4 nouvelle série, 14 avril 1977

4ff, 30fb, 2.5fs



ITALIE : LA CRISE REBONDIT

L. Pliouchtch :

Lettre aux Partis communistes italien, espagnol et français

sommaire

ITALIE

La crise politique et sociale rebondit
Livio Maitan page 3

SOUS-CONTINENT INDIEN

Inde : La fin du règne du Congrès
S. Baghat & Javad Hussein page 11

Manifeste électoral des trotskistes
indiens page 14

Pakistan : Un sombre avenir
S. Baghat & Javad Hussein page 15

Sri Lanka : La recomposition du
mouvement ouvrier page 16

THAILANDE

Le PCT et la résistance à la dictature
Paul Petitjean page 18

DOCUMENT

Lettre de Pliouchtch aux partis commu-
nistes italien, espagnol et français
Présenté par Catherine Verla page 23

HISTOIRE

Trotsky : La grève dans l'Etat ouvrier page 30

INPRECOR B.P. 135 95 103 ARGENTEUIL CEDEX

Directeur de publication : Jean-François Godchau. Imprimé par Rotographie (Montreuil).

N° de commission paritaire : 59 117.

ABONNEMENTS : 1 an (25 numéros) - 80 FF; 45 FS; 650 FB; 17 \$Can.

Par avion : USA et Canada - 24 \$ par an. Pour les autres pays écrire à la rédaction.

VERSEMENT : libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les envoyer à Inprecor.

Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

La crise politique et sociale rebondit

En juillet 1976, la formation du gouvernement Andreotti avait marqué un tournant important : pour la première fois depuis 1947, le PCI avait cessé d'être un parti d'opposition. Il avait accentué son intégration dans le cadre institutionnel et par son abstention, il appuyait désormais le gouvernement. Quelques semaines après son installation, Andreotti déclencha contre la classe ouvrière l'offensive que la bourgeoisie considérait comme la précondition d'un redressement économique, ne fût-ce que relatif. En fait, la classe ouvrière a payé très concrètement le prix de l'orientation pro-gouvernementale de son principal parti, de l'attitude analogue du Parti socialiste et des prises de position modérées de ses organisations syndicales : augmentation considérable des prix, augmentation des impôts, freinage sinon blocage absolu des augmentations salariales, limitations au mécanisme de l'échelle mobile qui représente la défense principale du pouvoir d'achat des travailleurs contre la vague inflationniste qui déferle. Le point culminant de toute l'opération se trouvait dans l'accord entre l'organisation du patronat industriel et les syndicats, salué par ces derniers comme un exemple de négociation directe entre les forces sociales, au contraire des décrets-lois que le gouvernement avait imposés dans les mois précédents. L'accord impliquait du côté patronal la répétition de lieux communs sur les investissements et sur l'emploi sans aucun engagement précis, alors que les syndicats acceptaient la transformation de sept jours fériés en jours ouvrables et de nouvelles limitations au mécanisme de l'échelle mobile.

Si les dirigeants syndicaux espéraient au moins avoir obtenu de fixer une limite aux entorses à l'échelle mobile et aux attaques contre le niveau de vie des masses, ils devaient être très rapidement déçus. Quelques jours après la signature de cet accord, le gouvernement présentait d'autres décrets-lois prévoyant de rembourser aux patrons leurs frais de sécurité sociale, la non-application de l'échelle mobile dans le cas d'augmentations des prix provoqués par des augmentations de la TVA (1) et le blocage des augmentations de salaires au niveau des entreprises (les patrons concédant de telles augmentations n'auraient pas droit au remboursement des frais dits sociaux).

Comme nous l'avions indiqué dans un article paru dans "Inprecor" au mois de janvier, l'offensive bourgeoise n'était pas restée sans riposte de la part de la classe ouvrière. Immédiatement après l'adoption des premières mesures gouvernemen-

tales, dans la première quinzaine d'octobre 1976, une vague de grèves et de mobilisations s'était produite dans différentes villes, notamment au nord du pays. Des manifestations de protestation se succédaient dans les mois suivants, allant de nouvelles grèves et mobilisations jusqu'à des contestations de bureaucrates syndicaux dans des meetings et à l'adoption par les assemblées d'usine de motions allant à l'encontre de la ligne syndicale officielle. A l'occasion de la discussion des plateformes pour les contrats d'entreprise, la volonté des bureaucrates de renoncer presque complètement à exiger des augmentations de salaire se heurtait à des résistances sérieuses. L'exemple le plus important fut celui d'Alfa Romeo à Milan : des motions critiques contenant des propositions alternatives ou partiellement alternatives obtenaient la majorité des voix dans 11 assemblées sur 12 de l'entreprise de Portello et dans 11 sur 24 à Arese (où, d'ailleurs, aucune motion ne fut présentée dans les 13 autres assemblées).

Mais, malgré tout cela et malgré le fait que des militants du PCI ou sous son influence assumaient des attitudes critiques, il ne se produisait pas d'explosions ou de débordements analogues à ceux des années 68-69. En fait, le gouvernement réussissait à imposer sa politique sans provoquer de réactions majeures, en exploitant au maximum l'attitude conciliatrice des directions ouvrières et syndicales. Celles-ci, plus directement conditionnées par l'état d'esprit des ouvriers dans les usines, se voyaient pourtant obligées de faire des proclamations sur l'intangibilité du principe de l'échelle mobile et d'avoir recours à des raidissements tactiques, mais ils acceptaient en réalité que des brèches s'ouvrent dans le mécanisme de l'échelle mobile. Ils n'organisaient aucune lutte d'envergure pour briser l'attaque des patrons et du gouvernement. Ce n'est qu'après le décret-loi du 4 février 1977, ressenti comme une véritable provocation, que la bureaucratie syndicale devait se faire l'écho, à sa manière, de l'indignation des travailleurs, en haussant le ton de ses polémiques et en prenant certaines initiatives de lutte, ou bien en les avalisant.

Les universités relancent la lutte

- le 12 mars, des manifestations de protestation contre l'assassinat de Lo Russo se déroulent dans plusieurs villes. La manifestation de loin la plus importante est celle de Rome où défile une foule de plus de 50 000 personnes. La deuxième partie de la manifestation est une espèce de répétition sur une

plus grande échelle des événements du samedi précédent. Des affrontements durs et prolongés entre les forces de répression et des groupes de jeunes paralysent le centre de la ville pendant des heures, tandis que le gros des manifestants se disperse. Des affrontements, accompagnés par des actes de vandalisme, se produisent de nouveau à Bologne. A Milan, vers la fin d'une manifestation, des groupes de jeunes attaquent le siège de l'organisation des patrons (Confindustria) de la Lombardie (d'après certains journaux milanais, certains des attaquants disposent de revolvers 44 magnum, beaucoup plus redoutables que les P 38 dont auraient fait usage certains éléments à Bologne et Rome). Dans la soirée du 11 mars, le centre de Bologne est occupé par des chars; 200 personnes environ sont arrêtées. A Rome aussi, il y a des dizaines d'arrestations. Le gouvernement interdit toutes les manifestations publiques à Rome et à Bologne (à la seule exception de la grande manifestation de Bologne dont nous parlerons plus loin).

Des causes immédiates ont incontestablement contribué à mettre le feu aux poudres, et ensuite à alimenter l'incendie. A l'origine des premières mobilisations dans les universités se trouve une circulaire du ministre de l'Education nationale,

Malfatti, qui voulait limiter ou annuler des mesures de libéralisation partielles concernant le choix des matières des cours et des examens, choix que les étudiants considéraient comme un acquis définitif. En même temps, la colère des étudiants visait un projet de réforme du même ministre dont le but était de renforcer les critères de sélection et de déqualifier les diplômes. La lutte se durcissait et s'élargissait à la suite d'une équipée d'un groupe fasciste armé à l'université de Rome, pendant laquelle un étudiant était très grièvement blessé.

Les racines sociales du mouvement

Mais, alors que se précisaient les réactions au décret du 4 février, un nouvel élément entra en scène. Après des années de stagnation, entrecoupées de luttes sectorielles, les universités explosaient en une vague de luttes que personne n'avait prévue et qui recréait une atmosphère rappelant les moments les plus fastes de 1967-68. A Turin, Rome, Bari, Palerme, Bologne et, dans une moindre mesure, Naples et Pise, se tenaient des assemblées de plus en plus nombreuses et combatives, comptant des milliers d'étudiants, suivies parfois par des manifestations de rue massives. Dans presque toutes les principales vil-

L'austérité d'Andreotti

En place depuis le 31 juillet 1976, le gouvernement Andreotti - appuyé de fait par le PCI - présenta dès le mois de septembre un "Rapport provisionnel programmatique" indiquant les grandes lignes de son orientation sur le plan économique. Depuis cette date, il fit adopter diverses mesures limitées devant préparer le terrain pour une attaque plus ample contre l'ensemble des salariés.

Ainsi, en septembre-octobre 1976, il décrète une augmentation des prix des produits pétroliers et des tarifs de l'électricité et du téléphone. Un blocage de l'échelle mobile est décidé pour les revenus supérieurs à 6-8 millions de lires (le blocage est de 100% pour les revenus de plus de 8 millions et de 50% pour ceux de 6 millions et plus, les autres 50% étant distribués sous la forme de Bons du Trésor non-remboursables avant trois ans).

En novembre 1976, une augmentation des impôts indirects doit rapporter à l'Etat une somme de 50 milliards de lires. En outre, diverses mesures sont prises dans le domaine fiscal (anticipation du versement des impôts sur le revenu) et dans le domaine monétaire. Au mois de décembre, la campagne en faveur de l'austérité fut rondement menée à la radio, télévision et dans la presse. PCI et directions syndicales acceptant la nécessité de l'austérité multiplient les discours sur le thème : l'austérité oui, mais pas seulement sur le dos des travailleurs ! Le 4 février 1977, le gouvernement présente le projet de décret portant sur la fiscalisation des dépenses sociales, le gel des discussions contractuelles au niveau des entreprises, la révision de la base de calcul de l'indice des prix. Le 31 mars, sous la "surveillance" du Fonds monétaire international (FMI) et sous la pression de la CEE (Communauté économique européenne) une partie des dispositions annoncées

le 4 février font l'objet d'un accord avec les directions syndicales. Le FMI en faisait une condition pour l'octroi de la première tranche de son prêt.

L'accord inclut les points suivants : diminution de l'impact sur le calcul de l'indice des dépenses pour les journaux, les transports urbains, l'électricité; l'assurance des directions syndicales que "dans la phase actuelle de la crise les discussions des contrats au niveau des entreprises ne donneront pas lieu à des revendications généralisées d'augmentation des salaires"; des discussions devront avoir lieu pour réviser la revalorisation automatique des indemnités pour ancienneté et d'autres "automatismes contractuels"; assurance des syndicats d'adopter des mesures aptes "à contenir la dynamique globale du coût du travail et l'élévation de la productivité" (ce qui implique une "souplesse" des syndicats sur la mobilité du travail, les heures extraordinaires, les jours fériés...). Cet accord apparaît donc comme une première conclusion de l'objectif prioritaire du gouvernement Andreotti : diminuer le "coût du travail" et attaquer l'échelle mobile.

Mais ce qui caractérise souvent, pour l'instant, les mesures annoncées par le gouvernement n'est autre que la distance entre ses déclarations et leur réalisation. The Economist écrit à ce sujet : "Les syndicats et les partis de gauche, de peur d'encourir les foudres du FMI et de la Communauté financière internationale, ont désormais accepté le principe (c'est-à-dire jusqu'à ce que leur base ne s'y oppose) que les sacrifices doivent être partagés entre tous." (2.04.77).

Les derniers mouvements d'opposition au sein du mouvement syndical, que nous rapportons ci-dessous, indiquent clairement que nombreux sont les membres qui n'acceptent pas cet accord ! (1 million de lires = 5 600 francs français).

les universitaires, on aboutissait à des occupations massives des facultés, des occupations "fermées" (bloquant toute forme d'activité), alternant avec des formes "ouvertes" (permettant la réalisation partielle des cours et des examens). Dans certaines villes – par exemple Gênes et même Milan – il n'y avait pas de mobilisations massives, mais les assemblées et les manifestations se succédaient quand même. A une étape ultérieure, les lycéens se mobilisaient à leur tour, soit en organisant des expériences dites d'autogestion, soit en s'intégrant aux manifestations étudiantes.

Commencé dans la dernière quinzaine de janvier, le mouvement des étudiants devenait de plus en plus un mouvement de jeunes. Son développement allait le mettre au centre de la politique nationale. Rappelons certaines des étapes les plus significatives :

- le 17 février, le secrétaire général des syndicats, Lucio Lama, qui avait voulu organiser un meeting de "récupération" alors que la majorité des étudiants étaient en faveur d'un débat, doit se retirer de l'université de Rome à la suite d'une violente manifestation impulsée par les "autonomes". Les jours suivants, des dizaines de milliers d'étudiants et de lycéens romains manifestent à l'initiative – souvent concurrentielle – des comités hégémonisés par le PCI ou le "nouveau mouvement".
- les 26 et 27 février se tient à Rome une réunion de coordination des étudiants des principales villes universitaires qui décide de convoquer pour le 12 mars une grande manifestation nationale dans la capitale.
- le 5 mars, une grande manifestation, partie de l'université, traverse le centre de Rome, malgré le veto de la police. Vers la fin de la manifestation se produisent des affrontements très durs entre la police et des groupes de jeunes. La police et certains manifestants font usage d'armes à feu.
- le 11 mars, l'étudiant Francesco Lo Russo, militant de Lotta Continua, est tué par la police au cours d'affrontements à l'université. Presque immédiatement, des milliers d'étudiants et de jeunes ripostent par une manifestation militante dans la zone de l'université et au centre de la ville. Les étudiants et la police s'affrontent violemment pendant des heures. La gare est occupée pendant une demi-heure avec interruption du trafic, des groupes restreints de manifestants cassent des vitrines et des voitures, saccagent des magasins. Il y a des échanges de coups de feu.

Tout cela a incontestablement contribué aux événements des dernières semaines, mais il faut évidemment aller plus loin pour en saisir les véritables causes. Des indications significatives s'étaient d'ailleurs accumulées, déjà aux mois de novembre et de décembre de l'année passée, lors des manifestations – à Milan, Rome, etc. – du "prolétariat jeune" surtout, organisé dans des cercles de banlieues (des milliers de jeunes avaient imposé des réductions du prix des cinémas les après-midi des dimanches et contesté le gala mondain qu'est l'inauguration de la saison du Théâtre La Scala de Milan; les "expropriations prolétariennes" s'étaient multipliées). C'est à l'occasion de ces manifestations qu'apparaissaient les "Indiens" – désormais plus connus comme "Indien métropolitain" – qui s'identifiaient idéalement au peuple d'Amérique du Nord massacré par le capitalisme montant et célébraient ses chefs, réels ou imaginaires (un slogan courant était : *Kocis, Geronimo, Nuvola rossa, tutti i giovani alla riscossa* (2)). Depuis lors

fleurit dans les journaux, les revues, les émissions de radio, toute une littérature pseudo-sociologique s'efforçant d'expliquer les origines de ces nouvelles formes de rébellion et de "subversion" des jeunes.

Sans mobiliser la sociologie, deux rappels suffisent ici. Dans un éditorial récent, le "Corriere della Sera" a mis l'accent avec force sur le fait que tout cela découle, en dernière analyse, d'une crise économique prolongée qui a aggravé toutes les contradictions sociales et frappé d'une façon particulièrement dramatique les jeunes par la réduction croissante de l'emploi. Presqu'en même temps, un appel conjoint des trois centrales syndicales a résumé la situation dans les termes suivants : "Depuis 15 années, l'emploi dans l'industrie n'augmente pas, alors qu'il diminue dans l'agriculture. La grande industrie concentre sa demande de travail limitée sur la main-d'œuvre non qualifiée. Le seul emploi qui s'élargit est celui qui inclut le sous-emploi et le travail noir". C'est un fait, en tout cas, que les jeunes chômeurs ou à la recherche de leur premier emploi se chiffrent à deux millions environ et la tendance est à l'augmentation constante.

Il faut ajouter que dans ces conditions, les jeunes deviennent encore plus conscients de l'inanité de leurs études dont ils ne peuvent certainement pas apprécier la valeur intrinsèque (qui est très près de zéro), études qu'ils effectuent dans le cadre de structures totalement dépassées, même du point de vue matériel. A l'université de Rome, bâtie dans les années 30, s'entassent 170 000 étudiants, à Bologne 60 000 ! Tout cela – y a-t-il besoin de le rappeler – dans le contexte d'une crise générale du système qui traîne depuis 10 ans et risque la gangrène, et d'une crise plus spécifique de toutes les valeurs traditionnelles. Cette situation explique, entre autres, que des rejetons des classes dominantes sont impliqués dans les mouvements les plus iconoclastes. Par exemple, le fils d'un très grand dirigeant de l'industrie de l'Etat a été récemment incriminé pour sa participation à une "expropriation prolétarienne" dans un magasin du centre de Rome.

Les données que nous venons de mentionner sont à la base de la composition des mouvements qui se sont déclenchés. Dès le début se sont manifestées, en gros, trois composantes principales : la composante traditionnelle représentée par l'étudiant au sens strict (lui aussi, toutefois, ayant des motivations différentes ou placées dans une hiérarchie différente par rapport à 67-68); la composante des étudiants qui sont en même temps des travailleurs temporaires ou saisonniers ou bien effectuant du travail "noir"; la composante de la jeunesse dite marginalisée, qui n'est pas intégrée à l'université, mais y a trouvé pendant la vague de mobilisations un lieu de rencontre et d'organisation. L'incidence différente des composantes selon les villes et les périodes a exercé une influence certaine sur les formes de lutte et d'expression et sur le type de problématique et de revendications avancées.

Dans le cadre d'une crise de l'ampleur de la crise italienne, un tel mouvement ne pouvait pas ne pas être marqué très rapidement par une inspiration anti-capitaliste et ne pas entrer en conflit avec le cadre politique existant. Dans une large mesure, il était spontané. Non seulement les partis réformistes mais aussi les organisations "historiques" de l'extrême-gauche

étaient incapables d'imposer leur hégémonie et même de faire valoir une influence importante, et y jouaient plutôt un rôle des militants non organisés ou ex-membres d'organisations, parmi lesquels des survivants des batailles de 68. Il avait toute la potentialité positive des mouvements spontanés, mais en même temps il révélait leurs limites intrinsèques sur le terrain des objectifs et de l'organisation. Il a oscillé (et il oscille encore) entre la proclamation d'objectifs anti-capitalistes très radicaux, teintés d'utopisme, et des objectifs inscrits, en fin de compte, dans une logique réformiste. Son idéologie "moyenne" est incontestablement anti-capitaliste, mais profondément marquée par le sectarisme et l'aventurisme. Les traits ultra-gauches sont évidents; par exemple, dans un texte présenté à la conférence nationale des métallos par des étudiants florentins, ou dans les leitmotifs repris par de larges secteurs du mouvement à Rome. La logique réformiste prévaut - outre la plateforme présentée par les jeunes du PCI - dans un texte de l'université de Pise et de certaines facultés de Milan (faculté d'agronomie). L'effort le plus positif pour surmonter cette dichotomie - dans une logique de revendications de transition - a été fait à Turin, mais la plate-forme adoptée a plus été le résultat de l'influence de certains militants d'organisations d'extrême-gauche (dont Lotta Continua et la IVème Internationale) que l'acquis réel des gros bataillons du mouvement.

Dans la mesure où il gonflait et il se renforçait, le mouvement ne pouvait se donner une perspective réelle et acquérir toute sa signification que comme composante d'un front anti-capitaliste plus large. Or, le cadre politique d'ensemble n'offrait (et n'offre à l'heure actuelle) aucun point de référence réel pour progresser dans une telle direction. La conséquence en a été que ce sont justement les forces les plus conscientes de la nécessité de l'insertion dans un bloc anti-capitaliste et donc d'une liaison avec le mouvement ouvrier organisé qui voyaient se rétrécir leurs marges d'opération et leurs capacités d'initiative. Par contre, le terrain devenait plus propice aux franges ultra-gauches et aventuristes des "autonomes".

Ceux-ci acquéraient un poids spécifique sans commune mesure avec leur nombre réel : parce qu'ils semblaient capables d'exprimer avec une force plus grande le potentiel antagoniste du mouvement et parce qu'ils semblaient en condition de donner une perspective politique d'ensemble sous forme d'"affrontement armé" avec l'Etat et le système. C'est pourquoi ils donnaient leur marque aux manifestations de Rome: du 5 et du 12 mars et dans les luttes à Bologne, bien qu'ils n'étaient qu'une minorité restreinte et que la majorité des étudiants désapprouvait leurs agissements.

Les événements de Bologne et leur signification nationale

Le rapport de forces à Bologne, étant donné le poids prépondérant du PCI, ne correspond pas au rapport de forces à l'échelle du pays. Toutefois, les événements qui se sont produits dans la capitale de la région "rouge" ont la valeur d'une indication nationale. La relance du mouvement des étudiants avait eu dès le début des dimensions de masse. Les autonomes y avaient gagné une influence considérable, même si elle demeurait minoritaire. L'assassinat du militant Lo Russo précipitait une épreuve de force généralisée.

Il est impossible de dire, du moins jusqu'à plus ample information, si l'initiative criminelle de tirer sur des manifestants pour les atteindre a été prise dans les sphères gouvernementales ou si elle est le résultat de tendances ultras qui se précisent dans des secteurs des forces répressives. De toute façon, dès que le mécanisme était enclenché, c'étaient les forces décidées à donner une leçon au mouvement des étudiants et aux ultra-gauches - réels ou imaginaires - et à obliger le PCI à faire un choix clair, qui prenaient le dessus. Cette orientation s'accroissait le jour suivant, à la suite de la manifestation de Rome et des nouvelles explosions à Bologne même. Le gouvernement et la Démocratie chrétienne estimaient que l'occasion était propice pour créer, les mass media aidant, une atmosphère de chasse aux sorcières, lancer des opérations de police spectaculaires, arrêter quelques centaines de personnes, fermer - illégalement - des radios (3), préparer de nouvelles lois répressives.

Il est compréhensible que les journées chaudes de Rome et de Bologne aient provoqué des réactions de panique dans les milieux bourgeois. Mais, indépendamment de ces dernières, la direction de la classe dominante a saisi l'occasion pour pousser vers la droite l'axe de la situation politique ou, en d'autres termes, pour élargir au niveau plus proprement politique l'offensive contre la classe ouvrière et les masses populaires qu'elle avait menée jusqu'ici essentiellement sur le terrain économique. Le fait que la cible immédiate de la répression était le mouvement des étudiants ainsi que des secteurs de l'extrême-gauche et que certaines actions des autonomes en avaient fourni des prétextes, rendait plus facile à la bourgeoisie d'obtenir le consensus ou l'acceptation passive du PCI et des bureaucraties syndicales.

En fait, le PCI est allé au-delà de ce que la bourgeoisie attendait. Le 11 mars à Bologne, il a connu pendant quelques heures des difficultés incontestables non seulement à l'université, où ses étudiants se rangeaient du côté de ceux qui protestaient contre l'assassinat de Lo Russo, mais aussi dans les entreprises. Toutefois, un peu plus tard, la direction locale du PCI prenait position nettement, en condamnant vigoureusement les manifestants et en approuvant l'intervention policière. Le "Corriere della Sera" a pu écrire sans être aucunement démenti que l'envoi des chars dans la ville avait été décidé en accord avec le PCI et que Radio Alice avait été fermée sur demande du maire PCI Zangheri, qui a voulu ainsi avancer sa candidature de petit Noske des régions "rouges". Des membres de la direction nationale avalisaient explicitement l'attitude des dirigeants locaux.

Le point culminant a été la manifestation que le PCI a organisée avec toutes les forces "démocratiques" le 16 mars et à laquelle ont pris part quelques 150 000 personnes, provenant de toute l'Emilie. Cette manifestation restera dans l'histoire de ces dernières années comme le symbole d'une colossale opération de mystification et de diversion. Au moment où la bourgeoisie et son gouvernement s'efforçaient d'exploiter au maximum la situation pour faire passer une série de mesures répressives, le PCI et ses alliés faisaient bloc avec les partis bourgeois, avec le gouvernement, avec les "forces de l'ordre", en nourrissant la légende d'une conspiration obscure, d'un danger immédiat de destruction des libertés démocrati-

ques. Au Comité central deux jours avant, le porte-parole du Secrétariat national, Bufalini, avait fait un pas de plus dans la régression théorético-politique du PCI en déclarant que par rapport à la période des années 50 et 60 où "la police était employée en défense des privilèges de classe et où nous nous battions contre elle... la situation est renversée. Aujourd'hui, la police est appelée à défendre l'ordre démocratique face aux attaques d'équipes ennemies du régime démocratique, de la République née de la Résistance."

Le PCI en difficulté

L'explosion du mouvement des étudiants et des jeunes, au-delà de ses spécificités, exprimait un phénomène plus général : la dynamique des forces sociales pouvait être de moins en moins comprise dans le cadre politique existant. Les tensions nourries ou aggravées par la persistance de la crise ont mis en crise le projet d'Andreotti de stabilisation à froid et le projet du PCI d'une concrétisation graduelle du compromis historique.

Pour le PCI notamment, il devient de plus en plus difficile de continuer à apparaître comme coresponsable de la politique du gouvernement sans disposer effectivement des pouvoirs d'un parti de gouvernement; de poursuivre sa défense de la politique dite d'austérité sans que soit esquissée, même vaguement, une possibilité de réalisation d'un plan économique à moyen terme. Le Comité central de mars - convoqué deux jours après les événements de Rome et de Bologne - a reflété cette difficulté en prenant acte de la déception de ceux qui avaient espéré que les succès électoraux et les changements du rapport de forces au niveau parlementaire auraient donné aux masses autre chose qu'une dure offensive du patronat impliquant, pour la première fois depuis de longues années, une réduction du niveau de vie.

L'incertitude, le mécontentement, l'esprit critique se sont manifestés sous des formes multiples. Déjà il y a quelques mois, par exemple, des dirigeants du parti et des syndicats s'étaient plaints que les cadres et les militants ne s'engageaient pas dans la défense de la ligne. Au mois d'octobre, des membres et des électeurs du parti avaient participé à des grèves sauvages, décidées par la base. Ces phénomènes se sont accentués. A Bologne, les étudiants se sont refusés à distribuer un tract de la fédération du parti. Pendant la manifestation des 150 000, au grand regret des bureaucrates, l'orateur de la DC - pourtant présenté comme un ancien partisan - a été sifflé bruyamment, y compris lorsqu'il faisait "profession de foi chrétienne" (les personnes présentes sur la place avaient été sévèrement filtrées et il n'y avait pas de "gauchistes" parmi eux). A Turin, de nombreux délégués ouvriers de la Fiat n'ont pas voulu faire partie du service d'ordre pour "protéger une manifestation contre les ultra-gauches"; ceux qui acceptaient déclaraient qu'ils n'auraient pas participé à des bagarres éventuelles. Dans les sections où se déroulaient des congrès locaux, des discussions très vives éclataient.

En même temps, des secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière, notamment dans les grandes usines, ont connu une politisation et une radicalisation et, tout en n'exprimant pas de lignes alternatives, ils ont mieux compris la nature des directions réformistes par rapport auxquelles ils se différencient sous

des formes multiples (grèves spontanées, méthodes radicales de lutte dans les manifestations et dans les cortèges à l'intérieur des usines, soutien à des manifestations désavouées par les directions, etc.). Les élections des délégués ouvriers au cours des derniers mois ont révélé des modifications importantes. L'extrême-gauche a parfois remporté des résultats satisfaisants (par exemple chez Pirelli à Milan). Des militants et des électeurs du PCI ont voté parfois pour des candidats d'extrême-gauche (des jeunes militants de notre section italienne ont été élus à la Fiat de Turin et à l'Alfa Romeo de Milan). Le 5 février s'est tenue à Milan une manifestation contre les mesures du gouvernement - la première depuis des mois de démobilitation - sur initiative des "coordinamenti" (4) ouvriers de Milan, notamment de la zone dite romaine et celle d'Alfa Romeo; y ont participé 5 000 ouvriers et étudiants. Dernier phénomène à souligner : des noyaux ouvriers d'avant-garde - dont l'influence est sensiblement différente d'une ville à l'autre - se sont radicalisés dans un sens ultra-gauchiste et aventuriste en trouvant des conditions relativement plus propices pour une telle orientation, dans les formes de lutte de secteurs du mouvement étudiant.

La grève du 18 mars a été importante comme expression des orientations et des tendances qui opèrent à l'heure actuelle. Les directions syndicales ont confirmé leur choix aussi bien en ce qui concerne les objectifs (accent sur les investissements, surtout dans le Midi, sur la liste bien connue des réformes, etc.) qu'en ce qui concerne les méthodes (4 heures pour les catégories industrielles, une demi-heure pour les transports, 8 heures dans le Midi). Le résultat a été ce à quoi il fallait s'attendre : des pourcentages de grévistes très élevés et une participation relativement limitée aux manifestations de rue (pas plus de 20 000 personnes à Milan et à Turin, moins à Gênes, un peu plus à Naples). Les discours des bureaucrates sont tombés dans l'indifférence générale et ont parfois provoqué des réactions négatives (Lama à Naples et Trentin à Bologne ont eu droit à des sifflets). Les slogans officiels ont été faiblement repris.

Au Comité central du PCI il y eut des échos de tout cela. Bien qu'on ne puisse pas parler de lignes ou d'orientations opposées, des différenciations ont clairement émergé. Ainsi, des interventions ont mis l'accent sur les racines sociales des tendances ultra-gauches. D'autres ont souligné la prétendue analogie entre les autonomes et les équipes de choc fascistes de 1919, analogie introduite par Berlinguer après l'incident Lama à l'université de Rome et défendue avec force par Amendola. Certains ont insisté sur la nécessité que les étudiants communistes soient, en tout cas, au sein des mouvements de masse. D'autres ont insisté sur la nécessité de fixer des conditions et de prendre des distances. Certains ont déclaré qu'il ne fallait pas changer d'attitude face au gouvernement Andreotti. D'autres ont avancé, ne fût-ce qu'avec une grande prudence, l'idée qu'il ne fallait pas exclure un retour à l'opposition. Dans l'intervention déjà mentionnée, Bufalini a polémique à deux reprises contre ceux qui parlent d'autodéfense, en affirmant qu'il fallait compter sur la police. Amendola, Imbeni, secrétaire de la fédération de Bologne, et Villari ont exprimé les positions les plus droitières. Luforini, Lombardo Radicé et le turinois Ferrara ont manifesté une compréhension plus grande de la nature et de la dynamique des mouvements en cours et exprimé des critiques plus ou moins explicites envers les prises de position du parti ou de certains de ses dirigeants.

L'effort pour surmonter ces contradictions s'est traduit essentiellement par l'adoption de la formule : parti de gouvernement et parti de lutte en même temps. Il n'y a pas besoin de démontrer qu'une telle synthèse est beaucoup plus facile sur le plan littéraire que dans la pratique : est-il possible aujourd'hui de mener une lutte à la tête des masses sans être impliqué dans une dynamique antigouvernementale ? La seule conclusion concrète a été en réalité la décision d'exercer sur Andreotti une pression croissante, pour l'obliger à prendre quelques engagements programmatiques plus clairs et pour préparer le terrain à un gouvernement disposant d'une base plus large, à savoir une intégration plus directe et un poids plus grand du PCI lui-même.

La grève « générale » du 18 mars

L'évolution de la situation politique depuis octobre 1976 et les événements des deux derniers mois ont eu sur la classe ouvrière des effets différents. En schématisant un peu on peut dire que le gros de la classe ouvrière a manifesté des attitudes d'hésitation et d'expectative non parce qu'elle a épuisé son potentiel combatif, mais parce qu'elle sent que les objectifs et les méthodes imposés par la bureaucratie syndicale sont absolument inadéquats et que le PCI se trouve dans une véritable impasse. Les ouvriers continuent à participer massivement aux grèves, mais ils ne se mobilisent que très partiellement pour les manifestations qui les accompagnent (il arrive parfois qu'aux meetings ne se retrouvent que les bureaucrates et les contestataires qui les sifflent...).

Les secteurs ouvriers dont nous avons parlé et le mouvement étudiant ont participé aux manifestations en avançant des slogans qui allaient à l'encontre de l'orientation officielle et exprimaient surtout la volonté de lutter contre le gouvernement Andreotti. Le PCI et les directions syndicales elles-mêmes ont dû tenir compte de cette atmosphère en tolérant et parfois en introduisant subrepticement des slogans sur la nécessité d'un "gouvernement nouveau, un gouvernement populaire". A Florence, l'une des citadelles du PCI, l'esprit antigouvernemental a été prédominant et les manifestants ont chanté à pleine gorge Bandiera Rossa et l'Internationale.

Mais l'épisode le plus significatif a eu lieu encore une fois à Turin. Le mouvement étudiant - qui avait élu dès le début un comité d'agitation - avait discuté longuement avec les bureaucrates syndicaux pour participer au meeting avec droit de parole. L'accord était réalisé mais, à la dernière minute, les bureaucrates le rompaient en exigeant de censurer l'intervention du représentant des étudiants et de lui imposer un passage contre l'utilisation de la violence sous quelque forme que ce soit. (C'était la condition dictée par le CC du PCI.) Pour protester contre la discrimination, un large secteur ouvrier et les étudiants sifflaient le discours du syndicaliste et quittaient la place en se dirigeant vers la préfecture pour exiger la libération des camarades arrêtés. Pas plus d'un tiers des manifestants ne restait sur la place à écouter les bureaucrates consternés. Le cortège, ensuite, revenait sur la place et cinq orateurs, ouvriers et étudiants, (dont deux membres de la IV^{ème} Internationale) prenaient la parole de la tribune que les bureaucrates venaient de quitter.

Différenciation dans les syndicats

Nous avons vu comment les syndicats, dont la situation était difficile depuis plusieurs mois, ont réagi au nouveau décret-loi d'Andreotti du 4 février 1977. S'ils avaient aussi avalé sans réagir cette pilule-là, ils auraient enregistré une perte de prestige sérieuse et ils auraient risqué des tensions graves avec la base. La nouvelle montée du mouvement étudiant jouait, pour reprendre une vieille expression, un rôle de détonateur en ce qui concerne les conflits à l'intérieur des syndicats. C'était surtout la défaite de Lama à l'université de Rome qui opérait dans une telle direction. Un certain clivage se créait, à propos de cet épisode, entre les sommets de la fédération unitaire, notamment le courant plus proche de Lama lui-même et certains bureaucrates de la CGIL romaine d'un côté et la FLM (la fédération des métallos) de l'autre. Cette dernière repoussait toute idée de conflit avec le mouvement étudiant ou de condamnation sommaire; elle relançait le dialogue en invitant les étudiants à envoyer des délégations à sa conférence nationale de Florence (en fait, la participation étudiante a été inégale et controversée, mais le problème posé par la nouvelle vague de mobilisations des universités et des jeunes en général a été l'axe central des débats).

Le secrétaire général de l'UIL, Benvenuto, prenait aussi ses distances par rapport à Lama (il est vrai que la concurrence entre le PCI et le PSI - dont Benvenuto est membre - y était pour quelque chose). La question se pose de savoir si dans un contexte tel que celui que nous avons analysé, étant donné les difficultés très grandes que connaissent aussi bien le PCI que le PSI sur le terrain des perspectives d'ensemble, les syndicats ont la possibilité de récupérer un rôle plus proprement politique et devenir un canal de radicalisation relative. Après tout, quelque chose d'analogue s'était passé en 1969...

En fait, nous avons assisté à une espèce de mouvement pendulaire. La tendance de 69 (rôle central des syndicats dans les confrontations politiques) a été suivie par un mouvement en sens inverse qui s'est précisé notamment en 1975-76 à la suite de l'impasse de la stratégie des syndicats elle-même, de l'impact de la crise économique qui politisait beaucoup plus qu'auparavant les conflits sociaux, de la montée électorale du PCI. Maintenant, un nouveau tournant peut s'esquisser, surtout si le PCI ne réussit pas à sortir, sous une forme ou sous une autre, de son impasse actuelle. Il est significatif que depuis quelques mois des polémiques se développent dans les syndicats contre les tentatives des partis de faire valoir leur influence alors que se lèvent dans le PCI des voix critiques à l'égard des syndicats. Au dernier CC, Amendola a été le porte-parole de ces critiques, sous un angle droitier, et d'autres orateurs ont mis l'accent sur le rôle plus grand que leur parti aurait eu par rapport aux syndicats dans la défense des intérêts des masses. Le problème se pose aussi de savoir si les syndicats, sous une pression plus directe de la part des travailleurs, pourraient être amenés à infléchir leur ligne vers la gauche ou si des courants de gauche plus caractérisés pourraient surgir en leur sein.

Nous avons déjà dit qu'au mois d'octobre les directions syndicales avaient été obligées de raidir tactiquement leur position à la suite des grèves spontanées ou semi-spontanées. Après le 4 février, elles ont réitéré leur décision de ne pas accepter le

diktat de Andreotti et après la mi-mars elles ont même déclaré que, si le gouvernement ne tenait pas compte de leur point de vue et des orientations des travailleurs exprimées par la grève du 18, une confrontation dure devenait inévitable. Leur marge de manœuvre est toutefois limitée : d'un côté elles ne veulent pas une véritable épreuve de force, de l'autre elles acceptent la logique de la politique d'austérité et l'exigence fondamentale des patrons sur la réduction du coût du travail. Il est significatif que même le rejet des deux points centraux du dé-

cret du 4 février s'accompagne de l'offre de concessions importantes sur le terrain décisif de l'échelle mobile (changement du calcul du "panier de la ménagère" en ce qui concerne les prix des journaux et des transports urbains, de façon à limiter la hausse de l'index).

Nous avons d'ailleurs déjà mentionné les différenciations internes aux syndicats à plusieurs niveaux. En tant qu'organisation, la FLM ne cesse de jouer le rôle de pilier de la "gauche".

L'appel des conseils d'usine

Les déclarations faites le 24 mars dernier par la direction de la fédération unitaire, révélant son acceptation d'une remise en question des modalités de calcul de l'indice du coût de la vie, comme les accords signés le 31 mars, ont stimulé l'expression d'une sérieuse opposition au sein des organisations syndicales. Une fois de plus s'affirment les modifications des rapports de force au sein du mouvement ouvrier organisé qui impliquent l'impossibilité pour les directions de faire passer sans autres leurs positions.

Ainsi, le 25 mars, 70 cadres de la FIM-CISL (syndicat de la métallurgie) et de la FLM prenaient position contre l'orientation des directions syndicales. Ils lançaient un appel à une assemblée nationale des Conseils d'usine pour discuter aussi bien de la ligne des syndicats que de la question de la démocratie interne. Dès l'annonce de l'accord du 31 mars, dans la zone industrielle du nord de Milan, un appel est lancé (voir ci-après) aux délégués de toutes les catégories, aux conseils d'usine, aux 70 syndicalistes, afin d'exiger une assemblée nationale des délégués. Cet appel, largement discuté dans des dizaines d'usines, en assemblée générale, a rapidement reçu l'appui de 300 conseils d'usine et de nombreux cadres syndicaux.

Giorgio Tiboni, secrétaire de la FLM, expliquait ainsi la fonction de cette initiative : "Nous cherchons à élaborer une position unitaire en partant des conseils d'usine pour aller ensuite à tous les niveaux des structures syndicales. Les dirigeants confédéraux ne peuvent pas penser pouvoir imposer leur unité en la faisant tomber du sommet. Soit ils respectent la ligne élaborée dans les assemblées, soit, en tant que dirigeants intermédiaires, nous ne nous considérons pas liés par les décisions prises au sommet."

Le 5 avril, c'est plus de 2 000 travailleurs qui se sont réunis au théâtre Lirico de Milan. Les délégués des plus grandes entreprises de la région de Milan, comme d'ailleurs ceux d'entreprises d'autres villes (Italsider de Tarante, Cogne d'Aoste, ...) ont affirmé la nécessité d'une assemblée nationale des conseils d'usines, de la bataille pour la démocratie syndicale. En outre, face au courant anti-syndicaliste représenté par la dite "autonomie ouvrière", ils ont souligné clairement l'importance d'une bataille à mener au sein des organisations de masse que sont les syndicats. Cette réunion du Lirico, comme toutes les initiatives qui l'ont précédée et la suivront, confirment, vu le rapport de force actuel entre les classes au sein même de ces organisations, des contradictions que suscite la politique du PCI et des directions syndicales.

"Travailleuses, travailleurs,

Les récentes décisions de la direction nationale CGIL-CISL-UIL d'attaquer à nouveau l'échelle mobile en retouchant le "panier" est d'une gravité sans précédent.

- Il s'agit d'une décision qui va à l'encontre des engagements pris lors de l'assemblée nationale des 7/8 janvier;
- Il s'agit d'une nouvelle capitulation sur le problème de l'autonomie du syndicat face aux partis politiques;
- Il s'agit d'une remise en cause de la démocratie et de la nature de classe du syndicat.

Tout ceci peut encore être arrêté. Les conseils d'usine et les délégués signataires proposent en conséquence les objectifs suivants :

- 1) la convocation dans les plus brefs délais possibles de l'assemblée nationale des délégués, qui avait d'ailleurs été décidée lors de l'assemblée de janvier, pour vérifier les objectifs et la ligne établis lors de cette assemblée;
- 2) la suspension immédiate des rencontres syndicat-gouvernement car la direction nationale réunie le 24 mars n'est pas garante de la démocratie et des décisions prises par les travailleurs et par le syndicat dans son ensemble.

Afin d'atteindre ces objectifs, les signataires de ce document proposent à tous les travailleurs, à tous les conseils d'usines et aux délégués de toutes les catégories, aux syndicalistes signataires du "document des 70", qui exprimait le désaccord face aux décisions prises par la direction le 24 mars, une assemblée régionale le 6 avril à 9 heures du matin au théâtre Lirico de Milan."

Cette initiative est lancée par :

les Comités d'usine de : Italmontaggi, Catenificio Lombardo, Passavant, Itesat, Caffaro, Veam, Coelletron, Crouzet, Fargas, Honeywell. Les délégués de conseils de : Fiat-CGE, Ilme, Fiat Sempione, Schindler, La Cler, Morel Philips, Anceschi, Atkinson, Mercedes, Cassinelli, CGE Monteferro, Banfi, E.Arden, Otem, Italver, Carboloy, Bayer, Max Mayer, Bulgari, Cifa, Sir, Alfa-Romeo, Triulzi, Svi-Standard, Zambeletti, Geronazo, Pierrel, Ceat.

Phénomène plus significatif : immédiatement après les mobilisations du 18 mars, des dizaines de syndicalistes occupant des fonctions dirigeantes surtout à l'échelle locale (partiellement aussi à l'échelle nationale) et appartenant à des catégories différentes (métallurgie, textile, bâtiment, etc.) ont signé un texte demandant la convocation rapide d'une assemblée nationale des délégués, en principe déjà décidée, et repoussant le nouveau repli proposé par la fédération unitaire sur l'échelle mobile. Les semaines qui viennent permettront de vérifier la portée réelle de cette initiative.

Tout cela étant dit, il faut néanmoins souligner la difficulté principale. Dans la situation actuelle en Italie et face à l'axe de la politique du gouvernement, des différenciations pour ainsi dire quantitatives ne peuvent avoir qu'une portée extrêmement limitée. Ce qui est en jeu, c'est l'orientation de base de la politique économique du gouvernement et de la bourgeoisie. Sur ce terrain, même la gauche syndicale renonce à porter l'attaque. Non seulement la conférence récente de la FLM, mais aussi le texte critique que nous venons de mentionner, accepte, en dernière analyse, la logique de la politique dite des investissements et de la réduction du coût du travail, en se limitant à en contester les conséquences pratiques les plus graves. C'est pourquoi la bataille de critique et d'opposition partielle s'est concentrée jusqu'ici beaucoup plus sur des questions tactiques ponctuelles, sur des méthodes de lutte, sur les problèmes du rapport avec les mouvements des étudiants et des jeunes, que sur les choix stratégiques.

Quelques axes d'orientation

Nous n'avons pas la possibilité de traiter ici le thème de la situation de l'extrême-gauche. Nous nous limiterons donc à souligner la portée actuelle de ses difficultés. Justement au moment où le PCI et les bureaucraties syndicales connaissent toutes les difficultés dont nous avons parlé, la crise de l'extrême-gauche battait son plein : après les grèves d'octobre à l'issue de son congrès, Lotta Continua éclatait comme organisation nationale avec une ligne tant soit peu définie et au contact du mouvement étudiant, le projet d'unification entre Avanguardia Operaia et le PDUP volait en éclat. La coïncidence n'est pas purement chronologique : le fait est que l'extrême-gauche n'a pas réussi à apparaître comme une alternative au niveau des mouvements de masse non plus.

Il ne faut pas en tirer la conséquence que l'aire de l'extrême-gauche sans son ensemble s'est rétrécie. Le PCI lui-même a dû reconnaître à son dernier CC que ce n'est pas du tout le cas. Les événements des dernières semaines démontrent plutôt le contraire. Il serait tout aussi erroné d'ignorer que les militants des différentes organisations ne sont pas présents dans les mouvements actuels. Ils y jouent parfois un rôle important.

Mais ils n'y assument pas un rôle dirigeant; surtout ils ne l'ont pas en tant que représentants d'une organisation. Ce qui - disons-le en passant - les pousse à s'adapter aux mouvements et à devenir à leur tour les véhicules de conceptions néo-spontanistes (cela vaut en premier lieu pour Lotta Continua, mais aussi pour AO et une partie du PDUP). La conséquence est évidemment d'accroître le vide d'une perspective politique centrale avec tous les dangers que cela implique à moyen, sinon à court terme.

Dans un tel contexte, des responsabilités énormes incombent aux secteurs et aux militants d'avant-garde de la classe ouvrière et aux mouvements de masse étudiants. Réaliser rapidement des mobilisations unitaires est une tâche absolument vitale. La base de cette unité, du point de vue stratégique, doit être recherchée sur le terrain de l'emploi (de nombreuses plateformes des étudiants incluaient la demande de la réduction des heures de travail sans réduction des salaires) et, dans un sens plus immédiat, dans la lutte contre les mesures économiques que le gouvernement a adoptées ou préparées, contre tous les projets des organisations patronales et contre le plan de réformes du ministre Malfatti. La défense intransigeante de l'échelle mobile reste l'élément essentiel de l'unité d'action à l'heure actuelle. En même temps, il faut mener une lutte contre les nouvelles lois répressives, pour la libération de tous les emprisonnés et pour la réouverture des radios fermées. Le mouvement des femmes - qui a confirmé sa vitalité très grande lors des manifestations du 8 mars - devra être prêt à se mobiliser contre toute tentative de la DC de vider encore davantage de son contenu la loi sur l'avortement actuellement en discussion au Sénat.

Pour mener ces combats, il est nécessaire d'imposer un fonctionnement démocratique des organisations syndicales et des conseils de délégués et d'organiser démocratiquement le mouvement étudiant. Surtout dans le mouvement étudiant, il est nécessaire de mener une bataille contre les conceptions aventuristes des autonomes et contre leurs pratiques anti-démocratiques dans les assemblées et dans les manifestations, pour le respect des décisions prises par les majorités et pour le droit à s'exprimer pour tous les courants et toutes les positions (une partie du mouvement, les autonomes en réalité, n'admet pas que les étudiants du PCI puissent prendre la parole sous prétexte qu'ils sont "extérieurs" au mouvement, "révisionnistes", etc.).

Le projet pour lequel il faut continuer à travailler est celui d'une épreuve de force sous forme d'une grève générale avec participation de toutes les catégories de travailleurs et de tous les mouvements de masse anti-capitalistes, une grève qui ne soit pas symbolique ou simplement conçue comme un instrument de pression, mais qui soit maintenue jusqu'à la réalisation des objectifs fondamentaux. La perspective sur le terrain gouvernemental reste celle d'un gouvernement des partis ouvriers - PCI et PSI - appuyé sur les syndicats et tous les autres mouvements et organisations de masse, pour l'accomplissement d'un programme anti-capitaliste.

27 mars 1977

NOTES

- (1) TVA : taxe à la valeur ajoutée, impôt indirect dont le taux est fixé par le gouvernement.
- (2) Cochise, Geronimo, Nuage rouge, tous les jeunes à la l'attaque !
- (3) Les mesures d'interdiction d'antenne frappaient Radio Alice et Radio Lora à Bologne. Radio Alice, coupable d'avoir informé son public des manifestations qui se déroulaient, fut accusée d'avoir dirigé l'"émeute". A Rome, l'attaque a visé notamment Radio Città futura. Aussi bien Radio Alice que Radio Città futura sont gérées par des militants d'extrême-gauche dont des membres de la IVème Internationale.
- (4) coordinations de militants ouvriers d'avant-garde dans certaines entreprises.

Le sous-continent indien à l'heure électorale

Tandis que les électeurs indiens se rendaient aux urnes en mars, la grève générale éclatait dans les villes du Pakistan; de nombreux manifestants tombaient sous les balles de la police. Une histoire anonyme faisait le tour de Lahore, la capitale du Pakistan : un courrier spécial arrive de New Dehli, porteur d'un message urgent d'Indira Gandhi à Zulfikar Ali Bhutto, le président pakistanais : "Pouvons-nous faire un marché ? Nous vous donnons le Cachemire et vous nous envoyez l'organisateur en chef de vos élections". L'anecdote reflète la relation étroite existant entre les situations politiques du sous-continent sud-

asiatique. La défaite électorale d'Indira Gandhi a rendu la position d'Ali Bhutto plus précaire au Pakistan et a suscité de grands espoirs sur l'île voisine de Sri Lanka, où des élections législatives auront lieu dans les prochains mois. Pratiquement privées de tout moyen de manifester leur mécontentement hors des canaux parlementaires, les masses s'expriment à travers les urnes.

Nous présentons ici plusieurs articles examinant les développements récents de la situation dans les trois pays d'Asie du Sud : l'Inde, le Pakistan et Sri Lanka.

INDE

La fin du règne du Congrès

Dans un article rédigé immédiatement après la déclaration de l'état d'urgence (Inprecor n°32 du 31 juillet 1975), nous écrivions : "Dans une telle situation, la tendance politique à moyen terme est vers l'érosion d'une démocratie bourgeoise déjà de plus en plus fragile, et vers l'institutionnalisation d'une dictature de droite. Il est vain de spéculer sur les formes que prendrait une telle dictature. Dans un certain sens, l'état d'urgence présent fait partie de cette tendance. Mais il en est également séparé dans le sens qu'il correspond à des fins tactiques immédiates du Parti du Congrès, plutôt qu'à des fins de la bourgeoisie dans son ensemble. Une dictature de droite stable devrait jouir de l'appui de tous les partis bourgeois et de tous les secteurs principaux de la bourgeoisie, ainsi que de l'appui de l'armée, même si les généraux n'étaient pas ouvertement associés à la dictature. L'état d'urgence actuellement en vigueur ne jouit point d'un tel appui généralisé. En outre, son maintien dépend largement de la destinée politique personnelle d'Indira Gandhi. Un verdict de la Cour suprême qui lui est défavorable pourrait précipiter une division majeure au sein du Parti du Congrès, où son principal ministre Jagjivan Ram attend calmement et patiemment derrière les coulisses, pour poser sa candidature au pouvoir." (souligné par nous).

Par la suite, les événements ont confirmé cette analyse. Ils ont montré que les courants maoïstes, qui soutenaient que l'Inde était "une dictature fasciste", avaient tort, tout comme ceux qui croyaient que l'état d'urgence resterait en place. Les structures politiques de l'Etat fédéral indien, qui plongent leurs racines dans le décret britannique sur l'Inde de 1935, ont de nouveau pris le dessus. Ces structures sont uniques dans le "Tiers Monde".

Nous avons toujours prétendu qu'il faudrait que l'ordre établi soit sérieusement menacé sur sa gauche avant que la classe dominante indienne ne s'usine pour soutenir une dictature militaire ou un régime dont l'armée constituerait le soutien politique essentiel. Son absence représentait un important élément de la décision d'Indira Gandhi de provoquer des élections.

Dans les articles précédents, nous avons examiné les causes de l'état d'urgence et la crise économique qui s'est poursuivie après son imposition. Nous nous limiterons donc à analyser les résultats de ces élections.

La défaite d'Indira

La fin du règne du Parti du Congrès, qui s'était maintenu au pouvoir depuis l'indépendance de 1947, représente un tournant de la politique dans le sous-continent indien. La défaite prit des proportions historiques. Le Congrès, le parti traditionnel de la classe dirigeante, s'était généralement adjugé les deux tiers des sièges parlementaires dans les élections précédentes. Cette fois, il les a perdus au profit du Janata Party (le Parti du peuple). Alors que le Congrès ne conservait que 153 sièges sur 542, le bloc du Janata en gagnait 270 et le Congrès démocratique de Jagjivan Ram (CFD : Congress for Democracy), issu d'une scission du Congrès, en remportait 28.

Les partis de gauche ont décliné électoralement. Le Parti communiste indien (CPI : Communist Party of India) a payé le prix pour son soutien à l'état d'urgence et a perdu 20 sièges, n'en conservant que 7. Le PC-marxiste (CPM) a perdu deux sièges, ce qui réduit sa représentation à 23. Le PCM a soutenu le Janata contre l'état d'urgence (présentant la lutte contre ce dernier comme une alternative entre dictature et démocratie); il a ainsi privé le PCI de son audience. Mais le PCM ne dénonça jamais la nature de classe de cette "démocratie" et ses limites. Il n'analysa pas l'état d'urgence par rapport aux besoins de la bourgeoisie indienne. Il ne pouvait pas non plus se faire le défenseur d'une démocratie supérieure : la démocratie socialiste. Comme le PCI, il est l'héritier des théories stalinienne sur la révolution par étapes, la collaboration avec "la bourgeoisie progressiste, non monopoliste", la subordination des luttes ouvrières aux intérêts des bureaucraties stalinienne, etc. Enfin de compte, il était difficile de faire la distinction entre le PCM et le Janata, au cours de cette campagne électorale.

Les raisons de ce virage brusque dans la politique indienne ne sont pas bien mystérieuses. Il est le résultat d'une hostilité massive à l'orientation politique mise en œuvre sous l'état d'urgence. La tentative de donner à l'état d'urgence des allures bonapartistes fit rapidement long feu, ouvrant la voie à une répression ouverte. La classe ouvrière, désarçonnée par l'imposition brusque de l'état d'urgence, retrouva bientôt ses forces. L'année suivant la promulgation des nouvelles lois interdisant les grèves connut néanmoins 625 grèves auxquelles participèrent près d'un demi-million de travailleurs et coûtèrent à l'économie indienne la perte de 1 702 161 jours de travail. Cette tendance bien que partielle et inégale, se généralisa au fur et à mesure que les masses faisaient l'expérience de la chute réelle de leur niveau de vie.

Les réformes entreprises à la campagne se réduisirent à peu de choses en raison de l'étroit contrôle qu'y exerçaient les élites foncières. Sanjay Gandhi et sa campagne "pour nettoyer les villes" par "la liquidation des bidonvilles", mise en œuvre avec la dernière des brutalités, fut la goutte qui fit déborder le vase. Cette campagne, combinée au programme de stérilisation forcée organisé sous l'égide du fils d'Indira Gandhi et du ministre Bansi Lall, porta le coup fatal au prestige du Congrès. (Au Nord, le slogan le plus populaire de la campagne électorale était : "Nasabansi ke teen dalal / Sanjay, Indira, Bansi Lall", les trois maquereaux de la stérilisation / Sanjay, Indira, Bansi Lall.) Toutes les excuses publiques présentées par Lall ne réussirent pas à amoindrir ce coup.

En d'autres termes, il était clair que la situation ne pouvait qu'empirer pour le Congrès, et que les élections devenaient vitales pour légitimer la position d'Indira Gandhi. L'option alternative aurait été d'en recourir à l'armée, mais cette décision n'aurait pas trouvé l'appui de la bourgeoisie étant donné les circonstances. Sitôt après la convocation des élections, le vieil et patient expert en manœuvres, Jagjivan Ram, donna le coup de grâce au Congrès en donnant sa démission et en le quittant avec plusieurs responsables provinciaux qui dénoncèrent l'état d'urgence et ses artisans. A un journaliste qui lui demandait pourquoi il avait mis si longtemps à se décider, il répondit en souriant : "La politique consiste à savoir choisir le bon moment."

Mais on doit souligner que le renversement du Congrès ne peut pas et ne doit pas être pris pour un soutien politique des masses au Janata. Pour celle-ci, la seule façon de se débarrasser du Congrès était de voter Janata. Les partis de gauche étaient soit irrémédiablement compromis (dans le cas du PCI), soit incapables de présenter une alternative nationale d'opposition (dans le cas du PCM). Dans ces conditions, les masses ont choisi ce qui leur apparaissait comme le moyen le plus efficace d'en finir avec Indira et l'état d'urgence. La position des révolutionnaires dans ces élections ne pouvait être l'abstention - position adoptée par la majorité des courants maoïstes. Ils devaient combiner une campagne indépendante contre l'état d'urgence avec la présentation de candidats révolutionnaires. Ils devaient, de plus, appeler à voter pour toute organisation ouvrière s'opposant à l'état d'urgence et se plaçant en dehors de l'alliance incarnée par le Janata.

Le nouveau gouvernement

Le Janata représente essentiellement une coalition des forces les plus à droite de la société indienne. Il ne faut pas oublier que le nouveau Premier ministre, Morarji Desai, a fait scission du Congrès car il le trouvait "trop à gauche". Lui et son Congrès (Officiel : O) considèrent que l'existence d'un large secteur capitaliste d'Etat constitue une tolérance, et ils se prononcent en faveur de son démantèlement et du retour à la libre entreprise totale.

Le danger principal réside dans le parti Jan Sangh, dont le dirigeant est aujourd'hui ministre; ce qui constitue une remarquable promotion pour une organisation semi-fasciste. L'hostilité manifestée par le Jan Sangh envers l'importante communauté musulmane est bien connue. Il est également aux avant-postes de "la lutte contre le communisme" et favorisera certainement la répression des luttes ouvrières et paysannes. Le parti socialiste, dont le dirigeant George Fernandes est ministre des Communications, est pris en sandwich entre des puissantes forces de droite. Cette situation ne peut qu'aboutir à la dilution de ses positions politiques. La gauche ne peut donc avoir aucune illusion dans le nouveau gouvernement. De toute manière, il est peu probable que le gouvernement pourra devenir une alternative bourgeoise stable au Congrès. De nouveaux réalignements peuvent s'opérer dans la politique indienne - sans exclure une réactivation du Congrès lui-même. Ce qui est inévitable, c'est une période d'instabilité politique croissante qui empêchera de s'accomplir tout processus de démocratisation par le haut.

La libération des prisonniers politiques doit constituer un point central de toute agitation immédiate entreprise par les marxistes-révolutionnaires. Le Jan Sangh se préoccupera certainement de la libération de ses propres prisonniers, mais aucune composante du gouvernement actuel ne s'intéressera à la libération des naxalites, dont l'emprisonnement est bien antérieur à l'état d'urgence. Une campagne unitaire de toutes les organisations ouvrières pour exiger la libération des 50 000 naxalites prisonniers est donc absolument vitale. Cette campagne doit être marquée par des manifestations de rue. Que les soi-disant défenseurs de la démocratie et adversaires de la dictature libèrent les prisonniers ! Cette campagne, qui répond aux intérêts actuels des masses, rencontrerait un appui massif dans la période présente.

A cette campagne devrait s'ajouter un combat décidé pour l'abrogation du décret sur le maintien de la sécurité intérieure (MISA : Maintenance of Internal Security Act), des réglementations sur la défense de l'Inde (DIR : Defense of India Regulations), et aussi pour l'abrogation du 42ème amendement scélérat à la Constitution. Telles sont les principales revendications démocratiques qui devraient être avancées actuellement.

Cette campagne pour la libération des prisonniers politiques doit évidemment s'articuler avec une défense systématique des intérêts immédiats des travailleurs, des paysans pauvres et sans terre, et des populations de castes inférieures, les couches les plus opprimées et les plus exploitées de la société indienne. Plus particulièrement pour les paysans pauvres et sans terre et les ouvriers agricoles, l'accent doit être mis sur des revendications comme l'annulation intégrale et définitive de toutes les dettes des habitants pauvres des villages; la liberté d'organisation des ouvriers agricoles et l'auto-défense contre la violence systématique des paysans riches qui les emploient; un salaire minimum vital des travailleurs agricoles qui leur permet de subsister pendant toute l'année; l'extension des lois de réforme agraire pour supprimer toutes les grandes propriétés et rendre des terres aux paysans sans terre; la communalisation (ou nationalisation) de toutes les réserves d'eau, canaux d'irrigation et installations d'irrigation, avec gestion par des conseils de village librement élus et leurs accès libres pour tous les agriculteurs; la réorganisation radicale des coopératives rurales et du crédit rural, pour rendre réel l'accès des paysans pauvres et sans terre à ces institutions et briser le contrôle que les paysans riches et la bourgeoisie rurale maintiennent sur elles.

L'avenir

Quand l'état d'urgence fut déclaré, nous avons souligné qu'il fallait l'analyser dans le cadre des structures spécifiques de l'Etat fédéral indien. Aujourd'hui, avec la fin - électorale - de l'état d'urgence et la chute du Congrès, un autre fait doit être souligné. Le processus d'érosion des droits démocratiques ne peut être freiné pour une longue période. Il ne peut y avoir aucune illusion sur ce point. Dans une période où beaucoup de gouvernements bourgeois restreignent les libertés dans les pays capitalistes avancés, il serait quelque peu bizarre de prévoir que l'Inde ne sera pas touchée par la profonde crise sociale et économique. J.R.D. Tata, l'un des patrons les plus en vue, exprimait son soutien à l'état d'urgence de la manière

suivante : "Les choses sont allées trop loin. Vous ne pouvez pas vous imaginer ce que nous avons connu ici - des grèves, des boycotts, des manifestations. Il y avait des jours où je ne pouvais plus sortir de mon bureau. Le système parlementaire n'est pas adapté à nos besoins."

Il y a en effet peu de doute que le système parlementaire n'est pas adapté aux nécessités économiques du grand Capital en Inde. Mais la relation entre l'économie et la politique n'est pas mécanique, bien qu'il existe une étroite inter-dépendance. La classe dominante indienne concédera-t-elle indéfiniment la jouissance des libertés politiques ? A quel stade les libertés deviennent-elles improductives, au sens général du terme et représentent-elles pour celle-ci une contrainte ? Voici quelques unes des questions certainement discutées dans les conseils d'administration et dans les clubs de Delhi, Bombay et Calcutta. Dans les conseils d'administration, l'atmosphère est plutôt hostile au démantèlement de la législation répressive. Dans les clubs (où se retrouvent politiciens, fonctionnaires et hommes d'affaires) la discussion est plus feutrée. Mais toutes ces discussions et conversations reflèteront l'implacable réalité indienne : 72% de la population à la campagne; une puissante classe ouvrière en pleine croissance dans les villes; la misère et les privations pour les ouvriers et les paysans, la crasse pour les habitants des taudis urbains, cette prétendue population marginale dont le nombre est énorme. L'avenir est certainement lourd de conflits.

La politique étrangère

La défaite du Congrès peut aussi préfigurer une réorientation de la politique étrangère indienne. La bureaucratie soviétique était très directement liée à l'état d'urgence et au régime d'Indira Gandhi. Lors de son voyage en 1973, Brejnev porta Indira Gandhi au pinacle devant les masses et tanga vertement les partis d'opposition. La remarque selon laquelle "il ne pensait pas qu'une opposition était nécessaire en Inde", fut fidèlement mise en pratique par le PCI. Une prise de distance avec l'orientation pro-soviétique mettra peut-être du temps à venir, mais elle se produira. En outre, elle n'aura pas été suscitée alors par une révolution de palais manipulée par l'impérialisme (comme ce fut le cas au Ghana lors du renversement de N'Krumah) mais par une défaite électorale massive. Ce fait aura des répercussions. Il révélera aux maoïstes et à leurs proches qu'il n'y a aucun lien organique entre l'URSS et l'Inde, en dépit de toute l'aide économique, et que les rapports politiques établis entre l'URSS et l'Inde (comme entre l'URSS et l'Egypte ou le Ghana, dans le passé) sont de nature essentiellement politique et non économique et donc que toutes les théories sur un prétendu "social-impérialisme" soviétique sont absolument dénuées de tout caractère scientifique.

En outre, les initiatives entreprises depuis plusieurs mois et allant dans le sens d'un sérieux rapprochement entre Pékin et New Delhi, vont maintenant s'intensifier et poser des problèmes supplémentaires aux maoïstes qui considèrent l'Inde comme "un Etat fasciste". Enfin, l'orientation du nouveau régime lui-même sera celle d'une libéralisation prudente et d'un tournant vers l'impérialisme américain. Les six prochains mois donneront des indications plus précises sur cette évolution du régime indien.

Manifeste électoral des trotskistes indiens

La Communist League (CL : Ligue communiste, section indienne de la IV^{ème} Internationale) présentait un candidat, Thakor Shah, à Baroda dans l'Etat du Gujarat. Nous publions des extraits du programme de la CL précédés d'une contre-présentation.

Les trotskistes de la Communist League se sont toujours opposés, depuis leur dernière conférence nationale de mai 1976, à l'état d'urgence et à ses conséquences. Contre la suppression des primes et celle des allocations de vie chère (Dearness Allowances), etc., la CL s'est battue pour une politique de classe indépendante. Malgré les contraintes de l'état d'urgence, elle a travaillé durant toute cette période à renforcer son influence dans des comités d'usine. Elle parvint même à organiser des meetings publics contre les implications anti-démocratiques et anti-ouvrières de l'état d'urgence.

Quand le 42^{ème} amendement à la Constitution fut proposé par le gouvernement, la CL mit en avant une série de propositions appelant la convocation d'une Assemblée constituante.

Les élections ont fourni une occasion aux trotskistes indiens de dénoncer la nature de classe de la démocratie indienne et ses limites. La CL considérait ces élections comme une bataille que se livraient deux partis bourgeois pour détourner la conscience et le mouvement de la classe ouvrière indienne et mettait l'accent sur le fait que les élections ne constituaient qu'un des terrains de la lutte des classes. En centrant sa propagande sur la nécessité de la démocratie socialiste, la CL assignait comme tâche immédiate à la classe ouvrière d'Inde la révolution socialiste sous direction du prolétariat.

Politique

- 1 - Levée de l'état d'urgence.
- 2 - Libération de tous les prisonniers politiques, y compris les Naxalites.
- 3 - Levée de l'interdiction sur tous les partis politiques et organisations, y compris l'extrême-gauche naxalite et l'extrême-droite du RSS (Union nationale de défense, groupe para-militaire, liée au Jan Sangh). Les questions posées par l'existence de ces organisations doivent être traitées politiquement.
- 4 - Aucune constitution n'est automatiquement socialiste, simplement parce que le mot "socialisme" figure dans son préam-

bule. La constitution indienne est une constitution bourgeoise forgée par la bourgeoisie et la classe féodale au moyen du suffrage censitaire.

Une constitution socialiste ne peut être élaborée que par les représentants des masses travailleuses indiennes, urbaines et rurales, alliées aux étudiants, aux intellectuels et à diverses couches moyennes opprimées.

C'est pourquoi nous exigeons la convocation d'une Assemblée constituante de représentants élus au suffrage universel, sur la base des professions - salariés du textile, ouvriers mécaniciens, employés de banque, ouvriers agricoles, soldats et policiers, professeurs d'écoles, de lycée et d'université, etc. Nous soulignons néanmoins qu'une telle Constitution socialiste n'est possible qu'après l'accomplissement de la révolution socialiste dirigée par la majorité de la classe ouvrière et des masses exploitées, alliées aux étudiants, intellectuels et couches moyennes opprimées. En attendant, nous exigeons :

- a - la révocation de toutes les mesures totalitaires comme le MISA, le DIR, le Décret de censure sur la presse, etc.
- b - la révocation du 42^{ème} amendement.
- c - la révocation des mesures d'état d'urgence.
- d- l'abolition de la propriété privée non seulement comme droit fondamental inscrit dans la Constitution mais aussi comme droit légal au niveau de la production, de la distribution et de l'échange.
- e - la reconnaissance du droit au travail et à l'éducation comme droit fondamental.
- f - le droit de révocation de tous les représentants élus, depuis le conseil de village (panchayat) jusqu'au Parlement.
- g - la reconnaissance du droit de grève comme droit fondamental des masses laborieuses.

Des produits de base

Nous sommes fermement convaincus que la fixation du prix des produits de base ne doit pas être laissée au caprice des profiteurs privés. Nous exigeons donc :

- 1 - Que les produits de base indispensables tels que les aliments, l'huile, le lait, les vêtements soient distribués par des centres de distribution publics placés sous le contrôle des consommateurs.
- 2 - Que les prix soient fixés et contrôlés nationalement.
- 3 - Que toutes les familles vivant à la ville ou à la campa-

gne puissent disposer des mêmes produits, en quantité et à des prix égaux.

4 - Que les prix des produits de consommation essentiels ne puissent varier pour les dix prochaines années.

5 - Que les produits de base soient facilement accessibles aux consommateurs dans de nombreux magasins de distribution.

Chômage

Le chômage ne peut disparaître que si les moyens de production, de distribution et d'échange deviennent propriété sociale sous contrôle des ouvriers, des techniciens, des employés et des consommateurs. L'objectif de la production et de la distribution doit être de répondre aux besoins des masses et non du profit. Les investissements doivent être planifiés de telle sorte qu'ils fournissent le plein emploi.

Droits ouvriers et syndicaux

1 - Mise en œuvre d'une législation efficace contre les licenciements, le lock-out et les fermetures d'entreprise.

2 - Réouverture des entreprises en faillite sous contrôle ouvrier et financées par l'Etat.

3 - Ouverture des livres de compte; levée du secret commercial.

4 - Droit pour les travailleurs d'élire des représentants de leur choix, au suffrage universel et secret, dans les syndicats, les conseils d'usine et les divers comités d'entreprise.

5 - Abolition des commissions gouvernementales de contrôle sur les syndicats et du système actuel de représentation syndicale discriminatoire dans les négociations.

6 - Restauration de la prime minimale de 8,33% comme "salaire différé".

7 - Abrogation du blocage des salaires et de l'épargne forcée.

8 - Nationalisation de tous les moyens de production, de transport et de communication, sans indemnité et sous contrôle ouvrier.

9 - Salaire minimum garanti, sans préjudice des avantages acquis, pour les travailleurs agricoles et paysans sans terre au travers de leurs propres comités élus.

10 - Application rapide de la réforme agraire sous le contrôle des comités élus démocratiquement par les paysans pauvres.

PAKISTAN

Un sombre avenir

Il est indiscutable que les élections au Pakistan ont été truquées de haut en bas. Le succès même de l'appel au boycott des élections provinciales lancé par l'opposition constitue une indication de ce fait. Une fois de plus le Pakistan a été secoué par les grèves, les manifestations et la répression. Dans les années 1965-70 les victimes étaient Ali Bhutto et ses partisans du PPP (Pakistan People's Party : Parti populaire pakistanais). Aujourd'hui le fusil a changé de main : ce sont Bhutto et ses satrapes provinciaux qui massacrent les opposants.

Au Pakistan, comme en Inde, l'opposition est fondamentalement de droite. Elle s'est hâtivement rapiécée en un front uni le PNA (Pakistan National Alliance : Alliance nationale du Pakistan), qui attira des foules considérables à ses meetings en faisant campagne contre la hausse des prix, le manque de "lois islamiques" et pour les droits civiques. Le soutien qu'il rencontre est essentiellement dû au désenchantement et à la désillusion suscitée par le pouvoir politique de Bhutto : une dose régulière de répression, la hausse des prix, le monopole des moyens d'information et une succession d'expédients au lieu des mesures propres à satisfaire les besoins des masses.

L'opposition, bien entendu, n'est qualitativement supérieure sous aucun aspect, et parfois bien pire. Le Jamaat-i-Islami, organisation obscurantiste semi-fasciste (équivalent musulman du Jan Sangh indien) est une composante importante du PNA.

Elle a fourni les thèmes idéologiques centraux de la campagne du PNA. La figure symbolique de l'opposition est l'ancien maréchal de l'Air Asghar Khan qui fut accueilli à l'aéroport de Karachi, au cours de la campagne électorale, par 700 000 personnes. Pratiquement dénué d'idées mais considéré comme incorruptible par les masses (ce qui n'est pas une mince chose dans un pays où la corruption est institutionnalisée à tous les niveaux), Asghar Khan est un mauvais orateur et un politicien pire encore qui ne peut inquiéter l'habile Bhutto. Bhutto est au pouvoir et représente la force de "la loi et l'ordre", mais Asghar Khan est à la tête d'un mouvement de masse contre lui.

Pour l'instant, Bhutto est sur la défensive. Il a offert d'organiser de nouvelles élections provinciales partielles dans certaines circonscriptions, mais l'opposition exige sa démission et demande que l'armée contrôle la tenue de nouvelles élec-

tions. Cet appel ouvert à l'armée pour qu'elle arbitre entre les fractions politiques en conflit est gros d'importants dangers. Il revêt l'armée d'un nouveau prestige, alors que celui-ci avait été bien terni après la débâcle du Bangladesh et lui offre une certaine légitimité. L'ex-général Niazi est l'un des dirigeants du PNA. Cet ex-général, qui a signé la reddition de Dacca devant l'armée indienne, explique que Bhutto et les politiciens sont responsables de la défaite pakistanaise et non l'armée. Voilà un symptôme alarmant de l'existence d'un courant encore souterrain.

En fait le Jamaat-i-Islami dispose d'appuis importants dans l'armée. La caste des officiers, qui était traditionnellement dominée par les rejetons de la noblesse terrienne, compte désormais de nombreux éléments venus de la petite-bourgeoisie urbaine. Cette situation, combinée avec le passé militaire de Asghar Khan, implique que Bhutto devra faire des concessions pour se maintenir en place. La poursuite de la répression contre la droite aboutirait à une intervention de l'armée dans un futur pas trop éloigné. Une telle intervention, si elle devait se produire, serait du type de celle qui survint en Thaïlande, en raison de la modification intervenue dans la composition de la caste des officiers.

De son propre point de vue, Bhutto commit l'erreur politique et tactique de refuser avec mépris de tolérer l'existence de gouvernements autonomes dans les provinces frontalières du Nord-Ouest et du Balouchistan; ces gouvernements étaient formés par des membres du NAP (National Awami Party : Parti national awami). Le programme politique du NAP était très semblable à celui de Bhutto, sauf qu'il tendait à avancer une perspective laïque - n'utilisant pas l'Islam dans sa propagande politique immédiate - ce qui lui donnait des allures plus progressistes que le PPP de Bhutto. Les deux gouvernements du NAP furent arbitrairement suspendus. Au Balouchistan, la

guerrilla s'intensifia et Bhutto ne parvint à la contenir qu'au prix de nombreuses pertes. Une accusation pour trahison et conspiration fut montée contre les dirigeants du NAP qui attendent actuellement à la prison de Hyderabad de passer en jugement. Dans cette même province, l'opposition décida de boycotter les élections jusqu'au retour de l'armée dans ses casernes. Dans la province du Nord-Ouest, le NDP (National Democratic Party : Parti national démocratique, sigle sous lequel s'est reconstitué le NAP interdit) a remporté la majorité des sièges. La femme du dirigeant du NAP emprisonné, Wali Khan, a été triomphalement élue dans la circonscription de son mari. L'intérêt de Bhutto aurait été de s'allier au NAP pour battre la droite, mais sa volonté de gouverner seul est à l'origine de ses difficultés actuelles, pour lesquelles il ne peut guère s'en prendre qu'à lui-même.

Le PPP a décidé la formation des Forces de sécurité fédérale (FSF : Federal Security Forces). La création de cette unité spéciale, placée sous le contrôle exclusif de Bhutto pour lutter contre ses opposants, a suscité un fort mécontentement dans les corps traditionnels de l'armée et de la police. Au cours de la récente vague d'émeutes des officiers de la police furent accusés d'être "trop mous" contre les grévistes et les manifestants. L'armée est aussi très hostile aux FSP, à tel point que Bhutto est obligé d'envisager de lui faire des concessions.

La situation de la gauche est toujours aussi peu réjouissante. Au contraire de l'Inde, il n'a jamais existé de parti communiste de masse au Pakistan. Le conflit sino-soviétique ne fit que fragmenter les quelques groupes qui végétaient dans le pays. Bhutto est parvenu à récupérer la radicalisation de 1968-70 en l'intégrant dans le PPP, par la corruption et le paternalisme ou par la répression brutale. La gauche n'existe pas. Quelques groupes subsistent, sans réelle influence, sinon très localisée. L'avenir proche n'inspire donc aucun optimisme.

SRI LANKA

La recomposition du mouvement ouvrier

La décomposition de l'alliance entre le SLFP, le LSSP et le PC, qui s'est achevée par la sortie du PC du gouvernement; la fin de l'état de siège; l'annonce de nouvelles élections législatives; la scission au sein du SLFP; l'apparition du JVP comme parti politique public et légal (bien que scissionné en deux tronçons); une scission du LSSP : voilà quelques-uns des événements des dernières semaines qui reflètent la profonde modification de la situation politique au Sri Lanka. Bien entendu, il ne s'agit pas tant de brusques changements en profondeur que de la manifestation progressive de changements souterrains, qui s'étaient déjà produits au cours des années et des mois précédents, mais que de l'état de siège et la

restriction des libertés démocratiques avaient empêché de s'exprimer publiquement. Ces changements expriment surtout la nette reprise et radicalisation des luttes ouvrières.

La crise de la gauche réformiste traditionnelle s'est confirmée avec éclat au niveau de sa cohésion et de ses capacités de mobiliser les masses autour de ses projets. Le "front unique socialiste" proposé par le LSSP à la dissidence "de gauche" du SLFP et au PC, reste sur le plan d'une orientation "frontiste" avec une aile de la bourgeoisie. Rien dans le programme de ce "front" ne remet en question la nature bourgeoise de l'Etat. L'armée devrait être "démocratisée" et des milices ouvrières

devraient préserver "la sécurité de l'Etat". Sur la question si décisive, après l'expérience de la répression sanglante du JVP et les années d'Etat de siège, de la défense des libertés démocratiques, le LSSP se contente de réclamer non pas l'abolition de la loi sur la Sécurité publique (Public Security Act), mais "son application sous contrôle parlementaire".

Face à toutes ces équivoques et compromissions - qui annoncent nettement une orientation vers de nouvelles participations gouvernementales avec des partis bourgeois - nos camarades du RMP (Revolutionary Marxist Party - Parti marxiste révolutionnaire, section ceylanaise de la IV^{ème} Internationale) ont, en accord avec le syndicat CMU, lancé une plate-forme pour la constitution d'un front unique anti-capitaliste. La plate-forme a été massivement diffusée. Le premier meeting public après la levée de l'Etat de siège, meeting organisé en commun par le RMP et le CMU, a eu un énorme succès. Il a rassemblé 8 000 personnes au Hyde Park de Colombo, le 9 mars.

Voici le texte de la plate-forme que le RMP propose aux travailleurs de Sri Lanka pour la constitution du front unique anti-capitaliste :

- 1 - Abrogation de la constitution parlementaire bourgeoise et établissement d'une nouvelle constitution qui permet l'élection d'une administration démocratique, fondée sur des conseils librement élus par les masses et révocables à leur gré, élus sur une base territoriale, dans l'entreprise, par les consommateurs d'autres catégories sociales concernées.
- 2 - Egalité des droits et des chances; sécurité sociale pour tous les secteurs de la population de Sri Lanka, sans discrimination de sexe, de race, de caste, de conviction religieuse, de langue ou de nationalité.
- 3 - Aucune suppression ou restriction des droits humains et démocratiques, y compris le droit de grève, ou des libertés politiques, civiles ou religieuses du peuple.
- 4 - Abolition de toute forme d'oppression ou de discrimination à l'égard des femmes; droit à l'avortement libre et gratuit sur demande; création d'installations adéquates de maternités et de crèches, ainsi que de toute l'infrastructure sociale nécessaire pour libérer les femmes des tâches domestiques comme la cuisine et la lessive, pour qu'elles puissent participer librement et sur pied d'égalité avec les hommes aux activités économiques, politiques et sociales.
- 5 - Droit de citoyenneté pour tous les travailleurs d'origine indienne et leurs descendants, habitant aujourd'hui à Sri Lanka.
- 6 - Statut du tamil comme langue officielle, au même titre que la langue sinhala.
- 7 - Liberté culturelle complète et liberté de création artistique, avec octroi de facilités adéquates pour la création artistique.
- 8 - Libération de tous les prisonniers politiques.
- 9 - Révocation de toutes les lois répressives, y compris la Loi sur la Sécurité publique et la Loi sur les Commissions de justice criminelle.
- 10 - Abolition de la peine de mort.
- 11 - Pleins droits syndicaux et politiques pour toutes les catégories de travailleurs dans les entreprises d'Etat, privées et coopératives, ainsi que pour les membres de la police et des forces armées.
- 12 - Réembauche avec compensation de tous les travailleurs licenciés pour leur activité syndicale ou pour des raisons politiques.

13 - Nationalisation de toutes les principales entreprises capitalistes, sans indemnisation et sous contrôle ouvrier; établissement du contrôle ouvrier sur toutes les entreprises d'Etat et toutes les entreprises du secteur public.

14 - Maintien de l'emploi, sans pertes des avantages acquis pour tous les salariés dans les entreprises reprises par l'Etat.

15 - Facilités égales dans l'enseignement primaire et secondaire pour tous les enfants, avec chances égales d'accès à l'enseignement supérieur.

16 - Liberté complète pour les étudiants de participer à l'activité sociale et politique, avec droit pour les organisations d'étudiants de participer dans tous les organismes administratifs qui traitent de l'éducation ou de questions qui concernent les intérêts des étudiants.

17 - Contrôle démocratique sur l'éducation par des conseils élus d'enseignants et d'étudiants, dans le cadre d'un plan national d'éducation.

18 - Garantie d'emploi à des conditions normales de rétribution et de travail pour tous les jeunes à la fin de leurs études, sans différence de sexe, ainsi que pour tous les chômeurs, ou garantie d'apprentissage technique adéquat avec octroi d'emploi approprié à la fin de cet apprentissage. Garantie de revenus pour les apprentis et pour ceux qui sont à la recherche d'un emploi, mais qui n'ont pas encore reçu un poste de travail.

19 - Confirmation d'emploi, avec tous les droits des travailleurs régulièrement embauchés, de tous ceux qui ont travaillé normalement sans contrat sur la base du travail temporaire ou occasionnel, dans n'importe quelle entreprise, qu'ils aient été embauchés directement, par des intermédiaires privés, ou par de prétendues coopératives de production; interdiction d'employer à l'avenir sous une forme quelconque des travailleurs pour du travail régulier sous la couverture de l'embauche temporaire.

20 - Salaire égal pour travail égal, et élimination de toute discrimination d'emploi entre les sexes.

21 - Interdiction de tout licenciement, sauf pour des motifs dûment démontrés.

22 - Pas de mise à la retraite obligatoire avant l'âge de 60 ans.

23 - Limitation légale de la durée de travail à 40 heures et 5 jours par semaine, et interdiction de toute heure supplémentaire, sauf en accord avec les travailleurs concernés.

24 - Salaire minimum fondé sur le coût de la vie, dont l'index doit être établi en consultation avec les syndicats, pour tous les travailleurs du secteur public et privé et dans les coopératives, avec des augmentations de 2,5 Roupies pour chaque point d'augmentation de l'index du coût de la vie.

25 - Réduction du prix des marchandises de base, et octroi de rations alimentaires pour assurer la subsistance de tous les secteurs de la population.

26 - Logements bon marché comportant des services assurés aux travailleurs, avec séparation de l'emploi et du logement pour ceux qui vivent dans les plantations, en leur assurant des logements adéquats.

27 - La terre aux paysans sans terres, et octroi de moyens pour la culture du sol, l'élevage et la vente des produits de la terre.

28 - Retraites pour les vieux, et institutions sociales pour assurer le bien-être des vieux.

Le PCT et la résistance à la dictature

Le 26 mars, le général Chalard Hiranyas Iri fomentait un coup d'Etat et tentait de prendre le pouvoir à Bangkok. Les soutiens attendus ne s'étant pas manifestés, après quelques heures d'une guerre des ondes engagée entre les putschistes et la junte sur les diverses radios thaïlandaises, les soldats de Chalard étaient désarmés. Mais malgré la faiblesse des effectifs engagés - le général Chalard n'avait entraîné derrière lui que 300 hommes de troupe de province - et l'avortement rapide de cette tentative de putsch, l'incident révèle au grand jour les divisions internes persistantes et les faiblesses du régime. En ce sens, il marque un premier échec grave de la junte militaire portée au pouvoir lors du coup d'Etat du 6 octobre et du gouvernement Thanin qu'elle a intronisé.

L'un des objectifs majeurs de la junte était en effet le rétablissement de la "confiance" internationale envers le régime thaïlandais. Le développement des mouvements de masse urbains et ruraux, l'instabilité gouvernementale chronique et l'incapacité des cabinets Kukrit et Seni Pramoj à juguler la crise sociale ouverte par la chute de la précédente dictature militaire, en octobre 1973, avaient provoqué la fuite des capitaux "nationaux" vers d'autres places financières, telles Hong-Kong ou Singapour, et la suspension des investissements étrangers. En 1975, 106 demandes d'investissements présentées devant l'administration (Board of Investment), sur 111 au total, ont été retirées ou annulées. En 1976, c'était encore le cas pour 55 sur 199. Avec ses capitaux, la bourgeoisie votait sans tarder une véritable motion de censure. En conséquence, les premières mesures de la junte visaient aussi bien à rétablir "l'ordre et la paix sociale" qu'à combattre la "subversion".

Le gouvernement Thanin lançait d'incessants appels aux investisseurs. Le Premier ministre prenait lui-même la tête du Board of Investment. Une nouvelle loi favorisant à tout prix la venue de capitaux était préparée, réactualisant les mesures adoptées sous les précédentes dictatures de Sarit, en 1960, et de Thanom, en 1972. La junte tentait d'assurer son image de marque en imposant une stricte censure de la presse nationale, en faisant pression sur les agences et les journalistes internationaux, en expulsant le correspondant de la *Far Eastern Economic Review*, Norman Peagam, pour la publication d'un article spéculant sur les divisions internes du régime et... les possibilités de nouvelles tentatives de coup d'Etat.

Malgré cela, les capitaux nationaux n'ont pas été rapatriés et les investissements étrangers boudent toujours la Thaïlande. Le rétablissement relatif de la situation économique, après les années difficiles de la récession internationale, ne suffit pas. La confiance politique manque encore. Et pour cause. La junte n'a pas su imposer l'unité aux secteurs de l'armée qui n'ont pas bénéficié du coup du 6 octobre. Le massacre des étudiants réunis ce même jour à l'université de Thammasat et l'ampleur de la répression qui a suivi a provoqué un exode de militants dont plusieurs milliers ont rejoint les maquis du PCT ou le Laos.

Certaines entreprises en pointe dans les luttes antérieures, telle l'entreprise textile Hara, se sont vidées de leurs travailleurs. L'insurrection armée a reçu le renfort politique de secteurs importants du mouvement de masse et de la gauche légale d'avant le 6 octobre. Les grandes opérations militaires, organisées notamment dans le sud du pays, n'ont pas réussi à briser la colonne vertébrale des guerrillas, et ont fait souvent choux blanc. Enfin, durant le mois de janvier, pour la première fois depuis l'arrivée de la junte au pouvoir et malgré la rigueur des décrets qu'elle avait édictés, plusieurs grèves ont éclaté : au Department of the Naval Dockyard (docks), à la Saeng Fa Battery Company (usine de batteries) et à la Royal Mosaic Exporting Factory (entreprise de mosaïques).

Cette reprise de luttes sociales, limitée mais significative au vu du danger de répression encouru, manifeste probablement à la fois le maintien d'un potentiel de combat de la part de la classe ouvrière urbaine et l'acuité des divisions internes au régime qui encourage l'action revendicative. Le bilan des six premiers mois de la junte militaire et du gouvernement Thanin Kraivichien est donc essentiellement un bilan d'échec. D'où les rumeurs presque incessantes de coup d'Etat - et la tentative avortée du général Chalard. Le régime sort affaibli de l'épreuve du 26 mars. Les spéculations vont bon train sur les soutiens qu'espéraient les putschistes; une tentative de coup risque bien d'en annoncer une autre. La junte ne peut même pas mettre la stabilité politique à son actif.

Les faiblesses internes du régime sont d'autant plus graves - et l'inquiétude des milieux d'affaires d'autant plus profonde - qu'il doit faire face à un mouvement insurrectionnel, dirigé par le Parti communiste thaïlandais, implanté assez fortement dans plusieurs régions du pays et qui bénéficie depuis quelques

années de possibilités de développement beaucoup plus favorables que par le passé. Les luttes pour le pouvoir ne sont plus circonscrites aux fractions militaires et à leurs appuis impérialistes. Pour la première fois, les conditions nécessaires à l'émergence d'une opposition sociale d'envergure nationale, rurale et urbaine, aux forces néo-coloniales et bourgeoises semblent en passe d'être réalisées.

Le PCT est aujourd'hui sans conteste la seule organisation à même de profiter de cette situation et d'offrir aux nombreux militants qui veulent combattre la junte, un cadre de lutte et une orientation. On connaît trop mal son histoire pour tenter sérieusement de porter un jugement fondé sur son action et ses possibilités. Il n'en est pas moins nécessaire de rassembler les quelques données existantes sur le PCT et de soulever certaines questions politiques.

Des débuts difficiles

Le bilan que l'on peut, au départ, tirer de l'action du PCT semble ambivalent. C'est, à ce jour, l'un des seuls partis communistes, formé dans le cadre du Komintern des années 30 et 40, à n'avoir ni accédé au pouvoir, ni été détruit par la répression, ni viré au réformisme. Sans avoir jamais connu de succès majeurs, il reste engagé dans une lutte révolutionnaire prolongée. Voilà 12 ans qu'il dirige un mouvement insurrectionnel armé qui n'a pas pu être réduit par les régimes qui se sont succédés à Bangkok, malgré l'ampleur des moyens engagés par eux. Pourtant, la progression de l'influence de masse et des activités militaires du PCT, si elle fut régulière, est restée jusqu'à tout récemment modeste et limitée à certaines régions. Il s'affirme certes comme l'un des plus importants PC en lutte en Asie du Sud-Est, après la victoire de la révolution indochinoise en 1975 et la défaite sanglante du Parti communiste indonésien en 1965. Mais la Thaïlande n'a pas connu, autour de la seconde guerre mondiale et dans les années 50, de soulèvement comparable à ceux de la Chine, du Vietnam, des Huks aux Philippines, du PCM en Malaisie (Malaya) - ou même des guerrillas non communistes de Birmanie. Et, à la différence de l'Indonésie d'avant 1965, le mouvement urbain, jusqu'en 1973, n'a pu se déployer.

L'ambivalence de ce bilan s'explique d'abord par des raisons objectives. Le mouvement communiste s'est heurté à des conditions sociales, politiques et idéologiques très difficiles pour son implantation à Bangkok - si l'on excepte la communauté chinoise - et dans la plaine centrale. Mais il a bénéficié du développement communiste en Asie du Sud-Est et a pu s'appuyer sur l'existence de minorités nationales et d'une émigration de fait permanente de chinois et de vietnamiens. D'où son développement inégal.

L'intégration de la Thaïlande (anciennement du Siam) dans le marché impérialiste mondial tendit à bouleverser la condition paysanne avant tout dans la riche plaine centrale : développement de la monoculture rizicole et commercialisation de l'agriculture, concentration foncière plus précoce qu'ailleurs. Mais ce bouleversement social fut plus progressif qu'au Vietnam, et

il faudra attendre une enquête de 1968 pour voir le pourcentage de fermiers dépasser les 40% dans la plaine centrale, et les 80% dans les provinces immédiatement limitrophes de Bangkok.

La naissance de mouvements sociaux dans la paysannerie thaï retardera de beaucoup sur la pénétration impérialiste. Et ce d'autant plus que la monarchie avait su profiter des rivalités inter-impérialistes pour éviter la colonisation directe. La maturation d'une conscience de classe parmi la paysannerie pauvre thaïlandaise a été de plus retardée par le poids des traditions culturelles et religieuses. Le bouddhisme Theravada ou Hinayana (du "petit véhicule") domine en Thaïlande. Son idéologie est beaucoup plus individualiste que celle du bouddhisme Mahayana (du "grand véhicule"). A la différence du confucianisme sino-vietnamien, il ne préparait pas à la diffusion d'une pensée politique. Le système politique pré-colonial (Sakdina) a favorisé la perpétuation des relations de clientélisme, et le système du patronage a laissé des traces profondes.

Une codification de la hiérarchie sociale par grades successifs fait écran à la perception des grands ensembles de classe. Si une certaine tradition d'entraide villageoise existait, elle n'était pas institutionnalisée, et il n'y avait pas d'organisation de type villageoise ou de société secrète comme au Vietnam ou en Chine sur laquelle une formation politique naissante aurait pu s'appuyer. L'autorité de la monarchie est restée très grande jusqu'à aujourd'hui.

Dans les centres urbains, le prolétariat sera d'abord chinois, à l'instar des commerçants et des petits entrepreneurs. La coupure d'avec la campagne s'en trouvera renforcée. Et la communauté chinoise, sans droits politiques, vivra tournée vers son pays d'origine. La bourgeoisie chinoise était elle-même politiquement impotente.

L'origine du mouvement communiste en Thaïlande n'en remonte pas moins à la fin des années 20. Mais cette première implantation semble surtout s'opérer au travers de la communauté chinoise de Bangkok et de la communauté vietnamienne, installée dans le Nord-Est. Ho Chi Minh vivra là quelques temps et y assurera la publication du *Than Aï*, pendant siamois du *Thanh Nien*, journal de "Jeunesse révolutionnaire" vietnamienne.

Le communisme en Thaïlande apparaît donc au point de rencontre entre le travail engagé par le PC chinois en direction des communautés d'émigrés d'Asie du Sud-Est (dans ce qui fut un temps le Parti communiste des mers du Sud), et celui développé par les communistes vietnamiens en Indochine. Au début des années 30, le comité du Nord-Est du Parti communiste thaïlandais servira de base de repli aux communistes indochinois du Laos après les grandes répressions de 1931.

On connaît très mal la nature exacte des organisations communistes au Siam, à cette époque, et il est possible qu'un Parti communiste chinois ait continué d'agir dans les années 30. Mais les dossiers de la police française n'en décrivent pas moins

l'action d'u Parti communiste siamois, organisé en cinq régions (Nord, Nord-Est, Est, Centre et Sud) et assurant la sortie d'un matériel de propagande en langue siamoise, y compris dans le Nord-Est, où l'appareil du PC devait être majoritairement composé de vietnamiens. S'il est probablement faux de présenter le mouvement communiste d'alors comme complètement étranger au pays, il n'en devait pas moins surmonter sa situation marginale. Il commencera très progressivement à le faire en s'implantant dans des régions de population minoritaire.

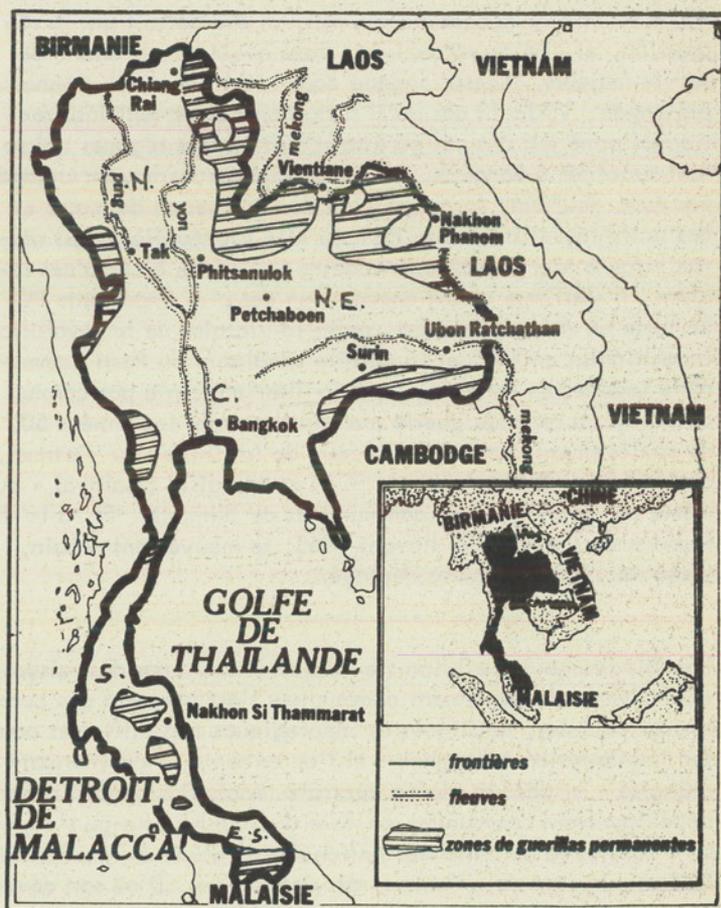
Les minorités

La Thaïlande actuelle comprend environ 41 millions d'habitants dont 35 millions de Thaïs. Mais cette population d'ethnie thaï n'est elle-même pas complètement homogène, elle reste divisée en plusieurs groupes dont les deux principaux sont celui des Thaïs siamois de la plaine centrale (majoritaires) et celui des Lao-thaï du Nord-Est. Proche ethniquement, la population du Nord-Est n'en diffère pas moins par le dialecte, les habitudes alimentaires, l'histoire et les conditions socio-économiques de celle de la plaine centrale. Le fleuve Mékong, qui sépare aujourd'hui la Thaïlande du Laos, était un axe de civilisation et ce n'est qu'avec la colonisation et le dépeçage de cette région en zones d'influences impérialistes qu'il deviendra frontière. Un sentiment profondément particulariste semble donc toujours avoir dominé dans le Nord-Est, géographiquement coupé du centre et beaucoup plus pauvre économiquement.

C'est apparemment durant la seconde guerre mondiale que le mouvement communiste commencera à prendre plus profondément racine. La "révolution" de 1932, qui mit fin à la monarchie absolue, en l'absence de bourgeoisie autochtone, ne transforma pas fondamentalement le régime. Mais elle vit s'affirmer un petit courant socialisant parmi les intellectuels, dont Pridi Phanomyong fut le porte-parole. Ce courant était le plus vivace parmi l'intelligentsia régionale de l'Isan, le Nord-Est. Durant la seconde guerre mondiale, le gouvernement thaïlandais fit alliance avec les japonais. Un mouvement "Seri Thai" (Thaï libre) vit le jour, qui, s'il ne devint jamais une menace pour les japonais, semble avoir joué dans le Nord-Est un rôle de catalyseur. Selon Thadeus Flood, il aurait donné naissance à des forces de guerrillas comptant jusqu'à 50 000 hommes et à une conception nouvelle du nationalisme, détaché de l'allégeance traditionnelle à l'Etat existant. La coalition lâche de groupes qu'était le mouvement "Seri Thai" aurait été en contact avec les communistes chinois de la première heure. C'est de cette rencontre que serait né l'actuel Parti communiste thaïlandais, fondé officiellement le 1er décembre 1942.

Ce sera donc dans le Nord-Est thaïlandais, l'Isan, que le PCT gagnera progressivement sa première implantation de masse. Ce sera là aussi que la lutte armée commencera, en août 1965, et que se trouve situé un des bastions historiques de la guerrilla : le massif montagneux de Phu Phan. Mais c'est peut-être là aussi que le PCT a connu récemment quelques revers, grâce à l'utilisation combinée par le pouvoir de la terreur dans les villages et des réfugiés venus du Cambodge et du Laos après 1975.

Parallèlement, le mouvement communiste thaïlandais allait pénétrer les régions du Sud - qui sont actuellement le principal terrain de confrontation militaire entre les forces gouvernementales et les guerrillas - tandis que le PC malais (Malayan) pénétrait les provinces musulmanes de l'extrême Sud. Les quatre provinces méridionales de Narathiwat, Yala, Pattani et Satun sont en effet majoritairement occupées par une population d'ethnie malaise et de religion islamique dont les rapports avec l'administration centrale sont très mauvais. Le PCM, pour sa part, était essentiellement de composition chinoise, ce qui a permis aux britanniques de briser sa résistance après une longue période d'état d'urgence et de lutte armée, de 1948 à 1960. Repliées à la frontière septentrionale de la Malaisie, les guerrillas communistes s'implantaient aussi parmi les populations locales du Sud de la Thaïlande. L'influence communiste apparaît maintenant comme très forte, notamment dans une région comme celle de Bétong, mais elle reste concurrencée par celle des mouvements musulmans et séparatistes, sans parler de l'existence de nombreuses bandes de brigands. Enfin, le PCT a su gagner un certain nombre de tribus montagnardes dans le Nord du pays. C'est le cas chez les Méos qui entrèrent pour une part en dissidence ouverte à partir de 1967, notamment dans les provinces de Nan et Chiangrai.



L'implantation de masse du PCT s'est donc opérée largement en s'appuyant sur la résistance des populations de régions limitrophes à l'oppression du pouvoir central et sur l'existence de sentiments irrédentistes. Pendant longtemps, les régions Nord, Nord-Est et Sud du PCT semblent d'ailleurs avoir bénéficié

d'une large autonomie, sans parler du PCM dans l'extrême Sud. Pourtant, l'un des principaux succès du PCT semble être d'avoir su donner une dynamique centripète, nationale, à cet ensemble de mouvements de dissidence.

La nouvelle situation

Il ne suffisait cependant pas d'éviter que la dynamique centrifuge des luttes de minorités ne l'emporte sur la perspective d'une prise du pouvoir central. Il fallait encore assurer l'implantation de masse parmi la paysannerie thaï et les centres urbains. Sans cela, et sans une montée des luttes sociales propres à ces populations, la guerrilla pouvait résister, voire s'étendre progressivement, mais non devenir une menace directe pour le régime. L'importance de la période ouverte depuis le début des années 70 est qu'elle permet cette jonction.

Ceci s'opéra grâce aux transformations sociales en cours durant la dernière décennie et à l'impact de l'engagement thaïlandais dans la guerre d'Indochine - et de la transformation du pays en un "porte-avion terrestre" pour l'intervention américaine.

La concentration agraire touche maintenant de plein fouet la paysannerie. L'exode rural aidant, un prolétariat d'origine thaï est né aux côtés du prolétariat chinois. L'intégration progressive des Thaïlandais d'origine chinoise se poursuit, dans des conditions plus favorables, par exemple, qu'en Malaisie.

Le développement - même relatif - de l'instruction a ouvert une crise aiguë de débouchés, alors qu'auparavant tout diplômé était assuré de trouver un emploi, notamment dans l'administration. Le chômage intellectuel avait pris, en 1973, des proportions majeures. Les effets moraux et idéologiques de la présence massive de GI's américains ont favorisé le développement d'un courant nationaliste parmi l'intelligentsia. L'enlèvement, puis la défaite impérialiste en Indochine catalysait tous ces processus.

La chute de la dictature Thanom-Prapass était voulue par des secteurs de la bourgeoisie et de l'impérialisme, aussi bien que par la masse des étudiants et de la population de Bangkok. D'où la conjonction de forces qui a permis au mouvement d'octobre 1973 de l'emporter. Mais la chute de cette dictature a ouvert une période d'intense politisation du mouvement de masse et de polarisation de classe nouvelle et croissante de la société thaïlandaise. La formation, puis la radicalisation, de la Fédération des fermiers de Thaïlande, l'explosion de luttes revendicatives dans de nombreux secteurs de la classe ouvrière urbaine, la jonction opérée entre une partie du mouvement étudiant de l'avant-garde militante ouvrière et paysanne témoignent de ce que la Thaïlande est entrée pour la première fois dans l'ère des luttes de classe modernes.

Il reste que le PCT était politiquement absent de Bangkok quand la dictature Thanom-Prapass fut abattue par des mobilisations de masse étudiantes et populaires. Il ne semble avoir

joué aucun rôle direct dans les événements qui ont précédé et suivi l'explosion d'octobre 1973. Un appareil communiste existait certainement à l'époque de Bangkok, mais il semble avoir été essentiellement tourné vers l'organisation de l'aide à la guerrilla et la coordination des opérations en cours dans les diverses régions plus que vers un travail d'implantation politique de masse dans la capitale. Le PCT en fut réduit à apporter son soutien à des luttes qu'il ne dirigeait pas. Grâce au prestige qui était le sien parmi les militants les plus radicaux du mouvement de masse, et du fait de la menace permanente d'un nouveau coup d'Etat militaire, il a repris pied assez rapidement à Bangkok. La montée d'une violence terroriste d'extrême-droite dès 1974/75, puis l'instauration d'une nouvelle dictature militaire ont fermé la voie à toute alternative légale au PCT. Il reste aujourd'hui la colonne vertébrale de la résistance à la junte, le seul à même d'offrir une organisation capable de résister à la répression. Mais il aura perdu, en 1973, des mois, voire une année précieuse, du fait de son absence politique de Bangkok. Comment l'expliquer ?

L'origine du mouvement communiste thaïlandais est urbaine. De plus, durant l'intermède semi-démocratique de 1945/47, la radicalisation idéologique de l'intelligentsia de Bangkok fut très sensible. Mais les racines sociales de ce courant radical étaient trop faibles pour lui permettre de résister aux mesures successives de répression qui allaient être prises après le coup d'Etat de 1948. Le PCT, qui avait été légalisé en 1946, défendait alors une orientation extrêmement modérée, qu'il reste difficile de juger en l'absence de toute connaissance des orientations stratégiques et des débats internes d'alors. Il semble cependant, selon Anders Tandrup, que ce ne soit que contraint et forcé, après l'assassinat de nombreuses personnalités, que le PCT ait adopté une nouvelle stratégie de lutte armée rurale. C'est le deuxième congrès du parti, en 1952, qui entérinera ce tournant.

Il faudra encore attendre 13 ans pour que naisse officiellement la résistance armée et qu'un premier engagement oppose guérillas et forces gouvernementales. Engagement qui est d'ailleurs peut-être plus le fait d'une initiative gouvernementale que d'une décision du PC lui-même. Plusieurs indices laissent supposer que durant cette période, une lutte interne s'est développée au sein du PCT et qu'elle s'est finalement soldée par la victoire de l'aile "maofiste". Une partie de la direction vit en exil à Pékin. La proximité géo-politique aidant, le PCT adoptera progressivement l'orientation internationale de Pékin et finira par dénoncer le "social-impérialisme soviétique".

Son nouveau programme en dix points, adopté en décembre 1968, fait d'ailleurs explicitement référence à la pensée de Mao Tsé-toung comme base programmatique du PCT. Et s'il se réfère parfois à l'alliance avec la "bourgeoisie nationale", il contrôle étroitement le Front patriotique thaïlandais, constitué en 1965. La référence au Front fera d'ailleurs progressivement place dans la propagande du PCT à une référence presque exclusive au PC lui-même, comme unique dirigeant de la lutte armée.

On peut donc penser, à titre d'hypothèse, que l'absence politique du PCT de la capitale en octobre 1973 tient à la fois aux très difficiles conditions de répression qui lui étaient faites, à la faiblesse d'ensemble du mouvement ouvrier et communiste et à une application mécaniste, après bien des hésitations, de la stratégie "d'encerclement des villes par les campagnes". Or, malgré le retour en force d'une dictature militaire, le PCT ne peut aujourd'hui se contenter de revenir à sa politique d'avant 1973 sans risquer de voir l'écart entre les mouvements urbains et ruraux, et entre le centre du pays et les régions limitrophes, se creuser à nouveau.

Le contexte social a changé avec l'explosion de luttes de classe durant 3 ans et la formation d'une conscience de classe dans une partie de la population. Le contexte politique s'est modifié à plus d'un titre. L'axe anti-impérialiste qui a dominé la propagande du PC durant la période de la guerre d'Indochine doit être non pas abandonné mais modifié : les forces US ne sont plus massivement présentes et l'anti-impérialisme est aujourd'hui beaucoup plus directement lié que par le passé à l'approfondissement des luttes de classe proprement dites. Une nouvelle génération militante est d'ailleurs née, dont l'expérience politique est indépendante de celle de l'ancienne direction du PCT. Le contexte régional et international a lui aussi changé avec la victoire de la révolution indochinoise, l'évolution de la direction maoïste et l'aggravation de la crise de régime en Chine. Le PCT ne semble jamais être devenu une agence diplomatique de Pékin, comme d'autres formations maoïstes. Mais le maintien d'une orientation internationale systématiquement alignée sur celle de Pékin ne saurait être que très dommageable à sa lutte. La nouvelle situation semble bien avoir eu quelques effets sur la ligne poursuivie par le PCT. La référence explicite à la pensée de Mao a disparu du dernier programme en dix points, adopté le 1er décembre 1976.

Les attaques contre le social-impérialisme se sont apparemment faites de plus en plus rares dans les émissions de la Voix du peuple thaïlandais, la radio du PCT. Si ce dernier insiste toujours sur l'importance primordiale que revêt la lutte armée menée dans les campagnes - et cette importance est certainement grande - le PCT souligne aussi la nécessité de poursuivre un travail constant au sein des villes, malgré sa difficulté. Il doit, enfin, être sensible au poids nouveau acquis dans le Sud-Est asiatique par les directions vietnamienne et, pour la Thaïlande, laotienne.

Il reste que de nombreux débats semblent avoir traversé le PCT et les milieux qui lui sont proches : sur les alliances internationales comme sur la tactique à développer en Thaïlande. La dominante "populiste" qui est celle de l'extrême-gauche thaïlandaise, comme l'absence de documentation écrite, rend l'interprétation de ces débats difficile. Les programmes sont succints, il n'existe apparemment toujours pas d'analyses de classe détaillées de la structure agraire et de la société urbaine en Thaïlande. Les divergences explicites portent sur la tactique à suivre plus que sur la stratégie d'ensemble à adopter.

Mais l'enjeu de ces débats est grand. Malgré la crise chronique du régime, la bourgeoisie thaïlandaise et l'impérialisme ne manquent pas de moyens dans leur lutte contre-révolutionnaire.

Le développement de mouvements de masse d'extrême-droite en est la preuve. La lutte reste difficile et l'armée commence à employer toutes les techniques apprises au Vietnam pour couper la population des guerrillas. Beaucoup dépendra de la qualité de l'intervention politique qui sera celle du PCT, et en conséquence de l'importance de son implantation de masse à l'échelle nationale.

On connaît trop mal le fonctionnement interne du PCT et l'histoire de son appareil dirigeant pour pouvoir jauger ses possibilités d'évolution en profondeur. La situation réclame en effet une rupture politique par rapport à son orientation passée, tant en ce qui concerne ses alliances internationales qu'en ce qui concerne le poids relatif du travail d'implantation politique et du travail urbain par rapport à son activité militaire. Pour autant que l'on puisse en juger, son activité durant les années 1965/73 apparaît en effet marquée d'une déviation "militariste". Les conditions d'un tournant d'ensemble sont néanmoins réunies. La situation objective est profondément modifiée, ainsi que les rapports de forces régionaux. L'afflux dans les zones du PCT et au Laos de plusieurs milliers de militants paysans, étudiants et ouvriers ayant souvent acquis une expérience préalable du travail de masse et, parfois, un minimum d'appréhension indépendante de la situation internationale du mouvement ouvrier, représente l'addition d'un sang neuf. Mais il est peu probable qu'un tel tournant puisse être opéré sans une lutte de tendances interne au PCT. Dans l'affirmative, le PCT pourrait devenir une force majeure dans le pays.

rouge

ABONNEZ-VOUS ! Tarif des Abonnements :

Normal	Collectivités	Etranger
1 an 300 ff	200 ff	500 ff
6 mois 150 ff	100 ff	250 ff
3 mois 80 ff		130 ff

Chèque à l'ordre de : Daniel Bensaïd, sans aucune autre mention.
Eviter les mandats internationaux.
Par Avion et sous pli fermé, écrire au journal.
S. P. N. Service Abonnement,
2 rue Richard Lenoir, 93 100 MONTREUIL

**quotidien communiste
révolutionnaire**

ERRATUM

Dans le dernier numéro, une faute de frappe a dénaturé le sens de la fin de l'article de J. Heinen sur les mobilisations de femmes du 8 mars.

Page 17, 2ème colonne, 3ème paragraphe avant la fin, les guillemets ont sauté à la fin du paragraphe. L'appel international commence page 17, 1ère colonne en bas de page et se poursuit jusqu'au 2ème paragraphe avant la fin de la page 17. Il se conclut donc par les mots : "campagnes de solidarité". Les deux paragraphes suivants sont de l'auteur de l'article.

Leonid Pliouchtch : Lettre aux partis communistes espagnol, italien et français

(à l'occasion de leur rencontre de Madrid)

Nous publions ci-dessous, avec l'accord de son auteur, la lettre que Léonid Pliouchtch a adressée aux Partis communistes italien, français et espagnol. Cette lettre écrite à l'occasion de la rencontre des directions de ces PC à Madrid récemment n'a reçu à ce jour aucune réponse. Loins d'être d'une actualité limitée à la rencontre de Madrid, ce document, quels que soient les désaccords partiels que nous avons avec lui - nous ne ferons que les évoquer ici - pose à nos yeux des questions fondamentales.

L'intérêt de ce texte réside d'abord dans le fait même qu'il s'adresse aux PC en soulignant l'importance que leur réponse peut avoir non seulement sur le gouvernement soviétique, mais aussi sur l'opposition. Cette initiative n'était pas la première dans ce sens : Pliouchtch évoque l'appel à la conférence de Budapest, la lettre du général Grigorenko et de l'écrivain Kosterine, celle des communistes d'URSS adressée aux PC européens : aucune ne reçut de réponse. Ce constat appelle la mobilisation de nos forces : nul ne peut s'étonner que des opposants soviétiques, étouffés par la répression, s'adressent à Carter tant que le mouvement ouvrier ne prendra pas en main leur défense.

Le deuxième aspect important de cette lettre est l'analyse faite de la société soviétique, de sa crise. Avec Pliouchtch, nous partageons le point de vue que les travailleurs de ces pays sont totalement exclus du pouvoir, subissent une des pires répressions et ne dominent d'aucune façon les résultats de leur travail. Avec lui, nous affirmons qu'il ne s'agit là d'aucune sorte de socialisme, mais d'une société particulière dont les marxistes doivent analyser les bases et contradictions propres. Mais nous ne partageons pas son analyse théorique et sa caractérisation de "capitalisme d'Etat" pas plus donc, de "fascisation", bien que la bureaucratie soviétique utilise incontestablement certaines des pires méthodes des régimes fascistes contre toute possibilité d'expression et d'organisation des travailleurs.

Enfin, Pliouchtch fait allusion aux accords d'Helsinki et à leur rôle pour les oppositions dans les pays de l'Est. Incontestablement le renouveau de l'opposition, s'appuyant sur ces accords pour exiger ne serait-ce que l'application des constitutions et lois soviétiques, prouve le rôle qu'Helsinki a joué - et que la conférence de Belgrade va jouer - pour les luttes contre la répression à l'Est. Mais il n'est pas possible de juger ces accords uniquement sous l'angle des opposants des pays de l'Est et des libertés démocratiques. Il y a d'abord l'intérêt bien réel des gouvernements occidentaux de "masquer" leur politique anti-ouvrière, chez eux, derrière une certaine dénonciation des atteintes aux libertés dans des pays qui se disent "communistes". C'est en général un aspect que les opposants de l'Est ne perçoivent pas ou sous-estiment dans la mesure même ou la situation de la classe ouvrière occidentale - en Europe, au moins - leur paraît infiniment plus positive comparée à la répression existant à l'Est.

Les accords d'Helsinki forment un tout : celui de la défense d'intérêts économiques, militaires, diplomatiques de gouvernements au pouvoir sur le dos des travailleurs, quels que soient les régimes concernés. Le statu quo qu'ils cherchent à perpétuer signifie la répression de tous ceux, à l'Est comme à l'Ouest, qui veulent changer de tels régimes. Voilà pourquoi nous ne pouvons aucunement demander "le respect et l'extension des accords d'Helsinki". Par contre, nous pouvons montrer comment les gouvernements en place ne respectent même pas leurs propres lois.

L'aide la plus forte que nous puissions apporter aux opposants dans les pays de l'Est, c'est que la lumière soit faite sur leur situation et sur celle de tous les travailleurs de ces pays par ceux-là mêmes - les travailleurs des pays occidentaux - qui n'ont aucun privilège de classe à camoufler.

2 avril 1977

Chers camarades,

Je considère qu'il est de mon devoir de m'adresser à vous car je pense que le destin des pays du bloc "socialiste", celui du mouvement ouvrier international et celui du monde en général dépendent, en grande partie, des décisions qui seront prises à l'issue de votre rencontre.

Avant de vous relater les événements qui se déroulent actuellement en URSS, je voudrais faire une analyse de la situation à l'intérieur des pays du pacte de Varsovie.

① La plupart des opposants marxistes d'Union soviétique considère que le socialisme n'existe pas dans les pays "socialistes", dont la société connaît, par contre, une forme d'exploitation particulièrement dure, un capitalisme bureaucratique d'Etat.

② A l'époque de la révolution scientifique et technique que nous vivons, une gestion bureaucratique et policière de l'économie a conduit les pays du pacte de Varsovie dans une impasse économique et politique. La crise économique est liée avec :

- a - le non-respect du principe de l'intéressement matériel sur le plan de la rémunération du travail.
- b - le système non-scientifique de planification et de gestion.
- c - une centralisation excessive, la bureaucratization de la gestion.
- d - le choix de l'appareil gestionnaire dont les éléments ne sont pas sélectionnés d'après leur talent et leur capacité de travail, mais d'après des critères de conformisme, de leur aptitude à rejeter leurs convictions personnelles, etc.
- e - les entraves dans le courant d'information entre la base productrice et les organismes gestionnaires (de bas en haut) et entre l'appareil gestionnaire et la base (de haut en bas). Ceci est lié à l'absence de la liberté de parole, de presse, d'élection, d'organisation, au système de parti unique et à la peur de la répression policière. Les informations sont déformées à chaque stade du courant vertical (de haut en bas et de bas en haut) et du courant horizontal - lors de leur circulation d'une entreprise à l'autre.

Il existe de nombreuses autres raisons encore qui expliquent le décalage entre la structure économique et le niveau contemporain des forces de production (décalage entre les forces et le rapport de production). La crise économique est intimement liée à une crise spirituelle et politique (intérieure et internationale).

Le vide spirituel est un mythe dans la société qui provoque, d'une part, une croissance brutale de la criminalité, de l'alcoolisme, de l'amoralisme, mais qui, d'autre part, conduit la jeunesse vers une forme de pensée indépendante qu'elle soit réactionnaire ou progressiste. Ce dernier phénomène a servi d'impulsion au développement de ce qu'on appelle le "samizdat", à la réalisation pratique des libertés promises par la Constitution. Les crises économique et spirituelle conditionnent la crise politique que traverse un pouvoir incapable de régler le moindre des problèmes qui se posent devant le pays. Ces trois crises interfèrent et se conditionnent l'une l'autre.

Dans l'ensemble du camp socialiste, la crise se renforce à la faveur de la lutte que les peuples des pays satellites mènent pour leur indépendance; elle est amplifiée par la violation des principes de l'internationalisme et de la souveraineté des Etats et des PC, par l'accroissement des dissensions des nationalités dus à ces violations. Le retard qu'a pris le bloc socialiste par rapport aux pays capitalistes avancés, conduit au renforcement de la crise spirituelle et politique; il provoque d'autre part l'entrée progressive du bloc "socialiste" dans le système économique mondial (ce dernier phénomène résulte également des tendances générales de l'économie moderne).

Au centre de la contradiction entre la révolution technique et scientifique et la structure figée des pays "socialistes", il y a les ingénieurs-techniciens dépourvus des moyens de travailler d'une façon effective en utilisant toutes les possibilités de la science et de la technique et leurs propres aptitudes. Le désintérêt moral, la compréhension du lien entre l'inefficacité du travail des entreprises et l'absence de liberté conduisent l'intelligentsia technique à protester contre l'ordre établi, à lutter pour la liberté d'information et d'expression, etc.

Le rapport entre les libertés et la crise actuelle de notre civilisation (menace de guerre, destruction de la nature, etc.) a été nettement formulé pour la première fois en 1968 par l'académicien Sakharov dans son livre "Réflexions sur le progrès technique". Il a dégagé les raisons du mécontentement de l'intelligentsia technique devant l'ordre actuellement établi et il est devenu l'un des porte-parole le plus éloquent des combattants pour la démocratisation du pays.

L'autre partie de l'intelligentsia technique s'efforce de créer une société non-démocratique, technocratique et scientifique-gérée, en ramenant l'explication du retard du pays au fait qu'il est dirigé par des idéologues et non par des scientifiques et des techniciens. Ils rejettent toutes les idéologies existantes, y compris l'idéologie communiste. Les technocrates luttent pour le pouvoir en s'appropriant les postes importants du Parti et de l'administration, et non pas au moyen de manifestations ouvertes pour les Droits de l'Homme.

③ La seule solution rationnelle pour sortir de la crise économique est la démocratisation de la production, de la gestion économique, c'est-à-dire une certaine décentralisation de la production, un système de gestion et de planification plus souple (participation des travailleurs à la direction des entreprises et à la planification, indépendance des syndicats, liberté de grève, réalisation du principe léniniste du contrôle par les travailleurs, système scientifique d'organisation de la production, de planification, de rémunération du travail, etc). Khrouchtchev avait fait des tentatives d'une certaine démocratisation dans l'économie, Kossyguine est allé plus loin. Mais sans démocratisation politique (respect et élargissement de la Constitution), la démocratisation économique est inévitablement condamnée à périr car, dans une atmosphère de peur et d'arbitraire bureaucratique et policier, n'importe quelle réforme finit par dégénérer.

Nous, opposants marxistes soviétiques, c'est en nous fondant justement sur ce principe que nous sommes arrivés à nos positions de lutte, lutte menée avant tout pour les droits politiques,

et nous nous sommes unis dans cette lutte avec ceux dont le combat a pour unique but de faire triompher ces droits (liberté de parole, de presse, de manifestation, d'élection, d'associations, etc), c'est-à-dire les démocrates politiques, les mouvements nationaux (droit des nations à l'auto-détermination), les mouvements religieux (liberté de conscience).

Le mouvement démocratique réunit chaque année un peu plus de tendances "dissidentes" autour de la lutte pour un Etat de droit, pour le respect de la Constitution, l'élargissement de cette constitution à la lumière des principes de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, dans la perspective de l'autorisation des autres partis à exister et du droit de grève. Une situation paradoxale s'est créée dans le pays, à savoir que c'est le gouvernement, le tribunal et la police qui enfreignent les lois intérieures et internationales alors que l'opposition se pose en défenseur de ces lois.

L'une des fonctions de l'opposition consiste à développer dans les masses les plus larges la conscience de ces droits. Jusqu'en 1976, la lutte contre le stalinisme dans les autres pays était menée à des moments différents et de façon différente (insurrection ouvrière de Berlin, révolution hongroise de 1956, mouvement de l'intelligentsia polonaise 56, 68, "printemps de Prague", troubles à Szczecin).

En 1976, une tendance commença à se faire jour dans le sens d'une consolidation de tous les mouvements existant dans les différents pays autour d'un mouvement de défense des droits, qui s'était enrichi à la faveur du lien qui s'est créé avec la classe ouvrière luttant pour ses droits économiques. Cette consolidation effraya le pouvoir de Brejnev, étant donné qu'elle conduit à la création d'une opposition démocratique unifiée, qui s'appuie sur les larges masses des travailleurs, affaiblissant ainsi la possibilité pour le pouvoir de monter les différents peuples et les différentes couches sociales les uns contre les autres.

Les pouvoirs ne peuvent s'engager sur la voie démocratique pour solutionner la crise, car pour la bureaucratie, cela équivaudrait à perdre inévitablement ses privilèges et son pouvoir politique et économique. Brejnev essaie d'emprunter une autre voie pour sortir de la crise, la voie anti-démocratique. Il essaye de régler la crise économique à l'aide de l'Occident (achat de pain, d'équipements technologique modernes, élargissement du commerce), en s'appuyant sur les désirs des capitalistes occidentaux d'élargir leur marché et sur la peur des gouvernements européens devant la puissance militaire de l'URSS, ainsi que sur l'opportunisme que cette peur engendre. L'Union soviétique vend tous ses produits à l'Occident à des prix inférieurs à ceux qu'elle pratique dans son propre pays, ne recherchant qu'à accumuler des devises, qu'à satisfaire sa faim de devises étrangères.

C'est une charge supplémentaire qui tombe sur les épaules de nos travailleurs, puisque cela provoque une élévation des prix sur les produits. Le bénéfice résultant du commerce avec l'Occident sert essentiellement à renforcer la puissance militaire, à aider les alliés temporaires de Brejnev ou les gouvernements de ses satellites. Une situation paradoxale se crée, à savoir que l'aide fournie par l'Occident augmente les possibilités de

l'URSS de s'intégrer dans les affaires intérieures des autres pays, de s'acheter telle ou telle force qui s'oppose à des gouvernements qui aident Brejnev, de monter les Etats les uns contre les autres. La clique de Brejnev essaie de régler la crise politique et spirituelle par un renforcement de la terreur policière, par un "renforcement de la lutte idéologique" (c'est-à-dire, toujours par cette même terreur, par une propagande mensongère et la désinformation en ce qui concerne les événements intérieurs et internationaux, en brandissant la menace de la guerre et en s'intégrant dans la lutte entre les pays avec seulement des menaces, car Brejnev ne s'apprête nullement à faire la guerre, comprenant toute l'absurdité d'une guerre nucléaire).

Les accords d'Helsinki ont permis à Brejnev de s'engager sur cette voie anti-démocratique pour sortir de l'impasse. Mais, étant donné que la troisième corbeille des accords, condition politique et humanitaire de la détente, contredit la voie militaire-policière pour sortir de la crise spirituelle et politique, Brejnev essaie de réduire cette troisième corbeille à des promesses vides, qui ne sont pas contrôlées par les gouvernements et l'opinion publique, n'ayant pas de garanties quant à leur réalisation. Ayant signé les accords d'Helsinki, le pouvoir est tombé dans le piège de ses propres promesses quant à la circulation des hommes et des idées. Des groupes de soutien aux accords d'Helsinki se sont formés en URSS et en Pologne, dans le prolongement de la lutte menée par l'opposition pour les Droits de l'Homme. Avec une nouvelle base juridique, les accords d'Helsinki pourraient devenir un soutien supplémentaire pour le combat pour la démocratie.

Dans ma lettre à M. Marchais, j'ai essayé de formuler les traits communs à tous les courants de l'opposition démocratique en ce qui concerne les accords d'Helsinki et la détente, en ce qui concerne Belgrade. Nous sommes pour le respect des accords d'Helsinki dans leur ensemble, mais aussi pour des accords précisés et élargis à Belgrade.

④ Déjà en 1963 Kroutchev a emprunté la deuxième voie de conservation du pouvoir. Brejnev est allé plus loin, surtout après 1967. En 1972, il a réussi à étouffer partiellement l'opposition. Les accords d'Helsinki ont rendu possible l'émigration d'une certaine partie de l'opposition (vers Israël). Mais non seulement l'opposition ne s'en est pas trouvée affaiblie, au contraire, elle s'est renforcée. Très vite après Helsinki l'émigration des juifs fut presque stoppée. La propagande militariste et chauvine pousse dans le pays. La situation dans les camps, dans les prisons et les asiles psychiatriques devient de pire en pire, le déchaînement de la police dans le pays, de plus en plus sensible. De plus en plus souvent, le KGB et la milice règlent leur compte aux dissidents en ayant recours à des méthodes cyniques.

Pour calmer l'opinion publique occidentale, de temps en temps, Moscou "fait des concessions". On a pu observer une amélioration temporaire en ce qui concerne l'émigration des Juifs.

Certaines de ces concessions furent l'expulsion de Soljenitsyne, ma libération et celle de Boukovski. Mais sur le fond du renforcement général de la réaction, ces "victoires" de l'Occident ne valent rien du tout.

Le jour de l'"échange" de Boukovski contre Corvalan, le 15 décembre, un incendie a été organisé chez Malva Landa, membre du groupe d'Helsinki. Aujourd'hui, 28 février, elle doit être jugée pour avoir elle-même mis le feu chez elle (de ce fait, elle risque l'asile psychiatrique ou trois ans de camp de droits communs). Le 21 décembre, c'était Joulia Voznessenskaïa qui était arrêtée à Léninegrad et le 25, dans le cadre de son affaire, c'était le tour de Vladimir Borissov, membre du groupe d'initiative pour la Défense des Droits de l'Homme (dont j'ai fait partie). C'est la troisième fois qu'il est incarcéré en asile psychiatrique et, bientôt, il passera en jugement, ce qui signifie la prison psychiatrique. Le 28 décembre, des perquisitions ont eu lieu chez les membres du Groupe ukrainien d'Helsinki. De la pornographie et des devises avaient été placées chez eux. Le 4 janvier 1977, des perquisitions ont eu lieu au domicile des membres du groupe d'Helsinki de Moscou. Le 10 janvier, Victor Louis, célèbre journaliste et désinformateur soviétique, agent du KGB, a commenté ces explosions en faisant le lien avec Helsinki ("courant d'information incontrôlé d'origine occidentale") et les dissidents.

Très rapidement, le KGB fit des menaces à l'encontre de Sakharov pour la déclaration qu'il avait faite, à savoir que les explosions étaient une provocation du KGB.

La première prise de position de Carter eut pour effet l'arrestation de Guinsbourg (le 4 février), qui dirigeait le fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles. On avait "découvert" des devises à son domicile (or il avait subi déjà quelques arrestations et ne connaissait que trop bien les méthodes du KGB pour garder des devises, chez lui, même si, supposons-le, il s'était livré à des spéculations dans ce domaine).

La deuxième prise de position de Carter eut pour effet l'arrestation (le 7 février) des membres du groupe d'Helsinki ukrainien : l'écrivain Roudenko et le professeur Tikhii. Ensuite, ce fut le tour (le 14 février) d'Orlov, professeur, membre du groupe d'Helsinki de Moscou. On se prépare actuellement à régler le sort des membres du groupe d'Helsinki de Moscou à l'aide de provocations (cas de Piatkuson). Membre du groupe soviétique d'Amnesty, Tourtchine a été menacé d'arrestation le 14 février (on a, par provocation, fait savoir à Sakharov que Tourtchine était arrêté). En Tchécoslovaquie, le 17 février, un homme, inconnu pour le moment, accusé d'espionnage militaire a été condamné à 15 ans. Deux autres inconnus ont été condamnés réciproquement à 2 ans et demi et un an et demi pour "sabotage". Des arrestations ont lieu également en Roumanie et en Bulgarie. Des hôpitaux psychiatriques spéciaux sont apparus en Bulgarie et en RDA (comme l'annonce le professeur Havemann, combattant célèbre contre le nazisme et le stalinisme).

Les 26 et 27 février, des incendies criminels ont éclaté à Moscou. Si jusqu'à présent, personne encore n'a été inculpé pour les explosions dans le métro de Moscou, il faut s'attendre maintenant à une large campagne de propagande ou à l'ouverture d'enquêtes judiciaires portant sur des organisations terroristes. Il n'est pas exclu que le KGB crée une telle organisation à l'aide de ses agents et des rebuts de la société. Ces incendies

criminels ont éclaté, comme par hasard, juste avant le 28 février, jour du procès de "Malva Landa, l'incendiaire". Toute cette série d'événements correspond à la propagande diffusée dans la presse.

Le 2 février, la "Litteratournaïa Gazeta" (Gazette littéraire) a publié le témoignage de Pétrov-Agatov, écrivain, ancien prisonnier politique qui a fait aussi bien l'expérience des camps que des hôpitaux psychiatriques. Je ne connais pas les raisons de son "repentir", mais il respire le mensonge et la provocation. Il décrit, en la calomniant, l'activité des combattants pour les droits de l'Homme, qu'il présente comme des individus dépourvus de moralité, alcooliques, dépravés sexuels, cyniques, vaniteux et vendus à l'Occident; il les accuse même d'être athées. C'est, en particulier, le portrait calomnieux qu'il trace de Guinzbourg et d'Orlov. (De nombreuses personnes émigrées aux USA, en Angleterre, en France, en Italie et en Allemagne les connaissent tous les deux.)

Le 11 février, un grand article est paru dans la "Pravda" sous le titre "Qu'est-ce qui se cache derrière le bruit sur les 'droits de l'Homme'?" En comparant ces articles, les perquisitions et les arrestations, on peut se rendre compte du but poursuivi par Brejnev. Il veut convaincre l'opinion publique occidentale de deux choses, à savoir que : a) nous opposons la lutte pour les droits de l'homme à la détente, b) l'échange des idées et l'élargissement des droits des journalistes occidentaux et la troisième corbeille d'Helsinki, en général, provoquent en URSS l'apparition du terrorisme, de la pornographie, d'un état d'esprit anti-soviétique et servent à corrompre des citoyens soviétiques moralement instables. En particulier, la consolidation de l'opposition, qui se profile, engendrée par la similitude des problèmes sociaux et des buts premiers, est présentée et interprétée comme le résultat d'une "orchestration" de la situation par les forces réactionnaires occidentales.

Les signataires de la Charte 77 sont qualifiés de contre-révolutionnaires de droite, ce qui signifie que leurs défenseurs occidentaux sont de la même veine (y compris une partie des communistes).

Ivan Chetsov, un écrivain antisémite connu, est l'auteur des romans "Le puceron", "L'amour et la haine", "Au nom du père et du fils" (1964, 1960, 1970), dans lesquels il popularise toutes les idées contenues dans le faux de la bande Cent-Noir de l'Okhrana tsariste : "Le protocole des sages de Sion". Le maître de conférence de la Société de conscience, Emélianov, a élaboré entre 1972 et 1975, trois cours sur le sionisme, imprégnés d'antisémitisme nazi. La Ligue française contre le racisme et l'antisémitisme a gagné le procès qu'elle avait engagé contre l'ambassade soviétique pour cette publication, en l'accusant d'avoir recopié un vieil article antisémite d'avant la révolution. A partir de janvier, la revue de vulgarisation populaire "Ogonek" a commencé à publier une série d'articles pro-nazis (cf par exemple le n°5 datant de janvier 1977 - "Les tentacules d'espionnage du sionisme" sur l'affaire Eischman). La déclaration du "chrétien" Pétrov-Agatov sur l'athéisme des dissidents va dans ce même sens antisémite : les chrétiens s'élèvent contre les Juifs, les sans-dieu. Le pouvoir essaie de mon-

ter les croyants contre nous. Grigorenko et moi-même, ukrainiens, Soljenitsyne et Sakharov, russes, nous sommes tous présentés au cours de certaines conférences comme des Juifs dissimulés. On essaie d'inculquer au peuple que l'opposition, c'est le fait d'un complot juif et de l'impérialisme américain. L'antisémitisme est étroitement lié avec une propagande chauvine plus large : la propagande anti-chinoise, anti-américaine, anti-anglaise, anti-tatare. Tout cela pris ensemble contribue à la fascisation du pays.

Tous les faits énumérés ci-dessus confirment les conclusions de l'analyse en ce qui concerne l'attitude de Brejnev vis-à-vis de la détente, vis-à-vis des accords d'Helsinki. Ce ne sont pas nous, c'est Brejnev qui sépare le problème de la sauvegarde de la paix, du rapprochement des peuples et le problème des droits de l'homme. Toutes les tendances de l'opposition démocratique s'unissent actuellement dans la lutte pour le respect des accords d'Helsinki, etc... et la détente unilatérale préconisée par Brejnev et la guerre froide conduiront nos pays sur une voie aventuriste, une voie militariste et policière.

Je ne crois pas que les gouvernements démocratiques bourgeois d'Occident se montreront intransigeants sur les principes à Belgrade. Ils s'en tiendront à la politique traditionnelle inspirée de l'esprit de Munich, c'est-à-dire conciliation opportuniste, marchandages des pays et des droits de l'homme. La cause de la paix, la cause de la sauvegarde de la nature et tous les autres problèmes communs à toute l'humanité dépendent de l'opinion publique, du mouvement ouvrier international et, en particulier, de vos partis respectifs. Il ne faut pas permettre aux divers gouvernements de spéculer sur les accords d'Helsinki, de réduire la détente à néant ou de la limiter aux deux premières corbeilles. A cette fin, il faut soulever une vaste campagne populaire qui fasse pression sur les gouvernements pour faire renforcer, préciser et élargir l'application de ces accords.

5 Mais la déclaration radiodiffusée de M. Marchais sur les dissidents, les commentaires de "l'Unita" à propos des prises de position d'Amalrik et différents articles parus dans la presse communiste montrent qu'il existe un danger de voir la lutte pour un socialisme humain, pour la liberté, se transformer en déclarations verbales qui ne feront qu'entraver la lutte des peuples pour la paix et la liberté.

Le PCF a plus d'une fois protesté contre la limitation des droits dont sont victimes des émigrés d'Afrique, d'Asie, d'Espagne. Et voilà que, soudain, M. Marchais, en se lançant dans une polémique avec nous, fait référence justement à ces mêmes lois qui limitent les droits des émigrés. M. Marchais a également recouru à d'autres moyens de polémique peu honorables. Nous autres, émigrés soviétiques, tout comme nos camarades restés en URSS, nous avons depuis longtemps émis des doutes quant à la sincérité des communistes occidentaux. Les moyens que M. Marchais emploie dans sa polémique et d'autres faits encore ne permettent guère de croire qu'il y ait une différence de principe entre l'"eurocommunisme" et le "communisme" de Brejnev. Je ne me suis jamais livré à la propagande anti-communiste en France. Amalrik, dans sa lettre à "l'Unita",

remarque avec justesse que le mot "anti-soviétique" revêt un sens paradoxal de nos jours dans la mesure où les soviets n'ont aucun pouvoir en URSS et que la Constitution elle-même est niée par Brejnev. En conséquence, le mouvement pour les droits civiques est plus soviétique que ne l'est Brejnev.



Berlinguer, Carillo, Marchais à Madrid

De telles erreurs - théoriques, méthodologiques et pratiques - ne font que nuire à la cause de la lutte pour un socialisme à visage humain. Le mythe d'un socialisme qui n'est pas suffisamment parfait ou celui de la dégénérescence d'un Etat ouvrier porte un coup à la démocratie et au socialisme. Comment peut-on parler d'une démocratie imparfaite en URSS alors que, tout simplement, elle n'y existe pas, alors que le degré d'exploitation est plus élevé et que le niveau des droits des travailleurs y est beaucoup plus bas qu'en Occident ? Le socialisme suppose :

1 - Dans le cadre économique : le principe de l'intéressement matériel dans une rémunération proportionnelle au travail fourni, la participation des travailleurs dans la gestion des entreprises, dans la répartition, le contrôle, l'élargissement du rôle des syndicats et des autres organisations de travailleurs dans l'Etat, la réduction de l'écart entre les salaires. Tous ces traits spécifiques montrent qu'en URSS le socialisme n'existe pas. La rémunération du travail se fait en fonction de la place que l'on occupe. Les privilèges légaux ou illégaux dont bénéficient les bureaucrates sont tellement importants que la différence entre la situation matérielle d'un Brejnev et d'un manœuvre est sans doute bien supérieure à celle qui existe entre un milliardaire et un manœuvre occidental. Outre la baisse de la productivité, cet état de chose provoque un accroissement du nombre des crimes économiques, la corruption, le "piston", la dégradation morale du peuple. Les travailleurs du contrôle populaire se sont transformés en l'un des maillons de la chaîne de pillage des richesses nationales. Les syndicats, privés de toute autonomie, ne sont que l'un des instruments qu'utilise la bureaucratie pour surveiller les ouvriers. Les travailleurs n'ont aucune organisation qui puisse prendre la défense de leurs intérêts. Ils sont même privés de la seule arme efficace dans ces conditions - le droit de grève. Tout ceci explique la faiblesse du mouvement de résistance ouvrier. Les quelques explosions de colère isolées sont impitoyablement écrasées.

2 - Dans le domaine politique : l'élargissement des droits de l'homme, l'élargissement de la démocratie. Après le "dégel", entre 56 et 73, le pouvoir s'est mis à se débarrasser de toutes les formes de contestation de façon de plus en plus brutale.

3 - Dans le domaine administratif : la diminution du rôle de parasites que les fonctionnaires jouent sur le corps de la société et de l'Etat. Mais, à l'heure actuelle, le rôle de la bureaucratie ne s'est en rien amoindri.

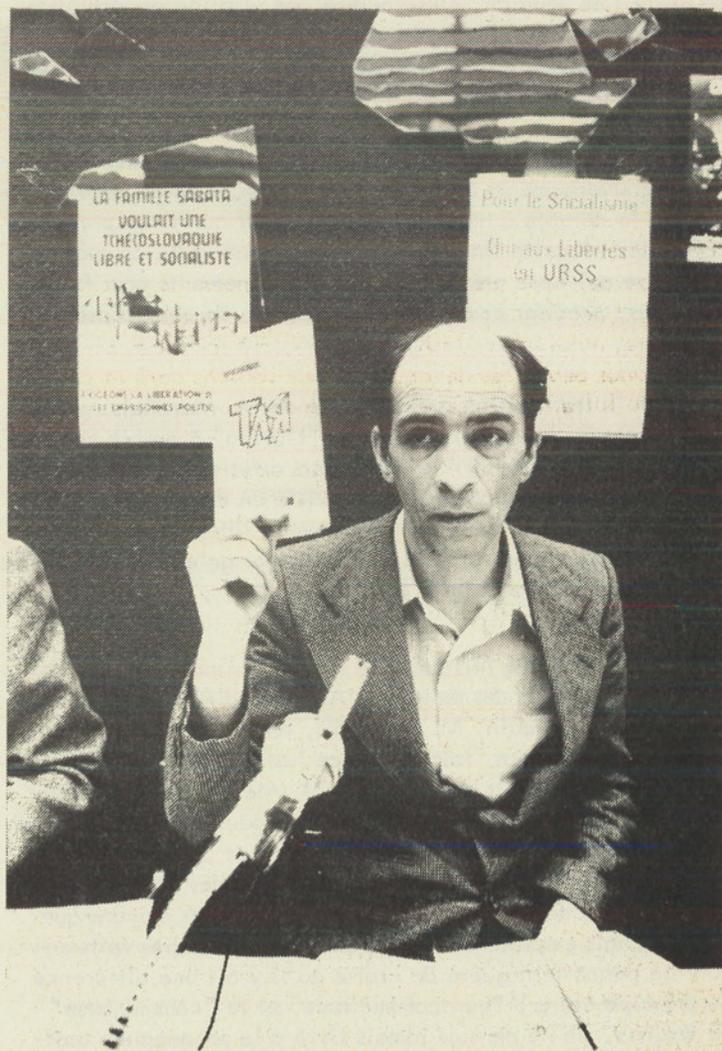
4 - Dans le domaine des nationalités : l'égalité, l'épanouissement des cultures nationales, l'éradication du chauvinisme. Mais, jusqu'à présent, ni les Tatares de Crimée, ni les Grecs, ni les Allemands de la Volga n'ont retrouvé leur patrie. L'antisémitisme revêt chaque année des formes de plus en plus cyniques. La russification prend des proportions inconnues jusque-là. Sur le plan international, c'est toujours l'ancienne politique habituelle qui a cours, d'après le principe "diviser pour régner", et non pas une politique réellement internationaliste, qui ne transige pas avec les principes. Souvent pour des raisons de conjoncture, on soutient tel ou tel gouvernement réactionnaire qui persécute les partis de gauche et les syndicats (Iran, certains pays arabes, etc.).

5 - Dans le domaine de l'esprit : l'épanouissement de la personnalité, de la culture. L'indigence du réalisme socialiste témoigne, on ne peut mieux, de l'inexistence du socialisme. Il est également difficile de dire que l'accroissement de la criminalité et de l'amoralisme est une manifestation du socialisme. Si la criminalité augmente, cela veut dire qu'il existe une base sociale adéquate : le pourrissement de la société. Dans le domaine de la science, nous n'arrêtons pas de prendre du retard. Si l'Occident a déjà dépassé la psychanalyse, chez nous par contre, elle continue à être interdite et nos psychologues, le moment venu, seront contraints de reprendre tout depuis le début. Cet état de chose se fait ressentir au niveau de la psychologie, de la pédagogie et de la psychiatrie. L'élan pris dans le domaine spatial s'est déjà retourné en retard.

6 - Le triomphe des idées du communisme se transforme de nos jours en défaite. A la suite du monopole imposé sur la pensée, le marxisme officiel s'est figé, il s'est métamorphosé en une nouvelle forme mythologique. Un marxisme figé qui ne se développe pas, ni ne se remet en question soi-même d'après les lois de la dialectique, cesse d'être du marxisme. Il est possible d'analyser les autres éléments qu'inclut la notion de "socialisme". Mais la caractéristique donnée montre bien qu'en URSS le socialisme n'existe pas. Les références à l'inexistence de la propriété privée, à l'absence du chômage, trahissent la schématisation, la volonté de ne pas prendre en considération la réalité, une approche métaphysique du monde. C'est une nouvelle forme d'exploitation sociale de "type asiatique" que nous avons devant nous. Une analyse scientifique, un modèle nouveau, sont indispensables pour comprendre cette société et pour comprendre les raisons de sa dégénérescence. Les marxistes occidentaux s'y livrent actuellement avec beaucoup de timidité car ils craignent de contribuer à la propagande réactionnaire. Mais la peur de la vérité, c'est justement elle qui con-

tribue à renforcer la réaction, que ce soit en Occident ou en URSS, en maintenant la conscience des travailleurs prisonnière d'un mythe. La peur de la vérité n'a jamais apporté quelque contribution que ce soit ni à la lucidité de la pensée, ni au développement de la science, ni à la lutte pour une société plus juste.

J'ai exposé dans ma lettre à M. Marchais les critères qui étaient pour nous décisifs quant à la sincérité de tel ou tel parti. Soixante ans de défaites de la Révolution d'Octobre nous ont appris, à nous autres marxistes révolutionnaires soviétiques, à garder la tête froide devant les paroles "chaleureuses" des PC. Je ne comprends pas pourquoi M. Marchais a interprété ces paroles comme de l'anti-communisme. Je ne comprends pas pourquoi la critique orale et ouverte que j'ai faite devant M. Bocquet et ensuite mes déclarations plus réservées à la presse à propos du PCF et de "l'Unita" ont suscité le courroux de M. Marchais ? Pourquoi M. Bocquet n'a-t-il répondu à aucune de mes questions ? Pourquoi, dans "l'Humanité", n'ai-je trouvé aucune réponse quant au fond de ma lettre, mais seulement des accusations, à savoir que je me livre à des opérations politiciennes et fais de l'anti-communisme ? Le refus d'une polémique honnête et publique témoigne du caractère non-marxiste de la rédaction de "l'Humanité".



Leonid Pliouchtch

6 Qu'attendons-nous donc de vos partis, compte-tenu de tout ce qui vient de se dire ? Nous voudrions que vous nous aidiez à nous battre pour une détente authentique, c'est-à-dire pour la paix et les droits de l'homme, contre la répression dans les pays totalitaires. Nous voudrions que vous nous aidiez à élargir parmi les masses la base de la lutte contre la répression des délits d'opinion dans le monde entier.

Sans une critique conséquente de ce qui se passe dans le bloc "socialiste", il vous sera impossible de le faire. Sans une analyse scientifique et objective du "socialisme" soviétique, il vous sera impossible de le faire. Vous avez le devoir d'empêcher le pogrome de l'opposition qui se prépare en URSS, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie et en Roumanie.

Mais ceci n'est possible qu'en dénonçant les provocations du KGB aussi bien à l'étranger que dans le bloc "socialiste", en adoptant une position de principe contre toutes les violations des droits de l'homme, contre toutes les manifestations de racisme, du chauvinisme, contre les calomnies dont sont victimes les dissidents. En vous engageant dans cette voie, non seulement vous n'irez pas ajouter de l'eau au moulin réactionnaire dans vos propres pays, mais en plus, vous prouvez à vos peuples la sincérité de vos déclarations sur "l'eurocommunisme". Et cela nous aidera à combattre le discrédit des idées du "socialisme" dans les pays "socialistes", à lutter pour une société juste ici, en Occident.

Les comités de défense des prisonniers politiques, des droits de l'homme, et Amnesty International mettent sans cesse au point de nouvelles méthodes de lutte pour la défense de l'homme. Vous devez les aider dans cette tâche; et plus encore, vous devez les devancer. Nous voulons dans le cadre de cette lutte nous adresser directement aux ouvriers, aux paysans et aux intellectuels pour qu'ils lui apportent un soutien massif (visite aux ambassades des pays totalitaires, meeting sur le thème de Belgrade, pétition de protestation générale au niveau national français, pétition internationale en faveur d'une amnistie générale, grèves d'ouvriers empêchant l'aide économique aux pays totalitaires qui enfreignent les accords d'Helsinki). Puisque les différents gouvernements réfutent tout ce que nous affirmons, vous pouvez nous aider à créer une commission pour le contrôle de la situation dans les hôpitaux psychiatriques, les prisons, les camps, pour le contrôle des expertises et des procès judiciaires, pour le contrôle de l'affaire des ouvriers d'Urss, etc.

La police française, sur la demande de l'ambassadeur, a empêché les représentants du Comité des médecins de pénétrer dans l'ambassade soviétique; vous, de votre côté, vous pouvez exiger de l'ambassadeur qu'il leur accorde une audience. Malheureusement, je connais des cas où certains membres du PCF non seulement ne nous ont pas aidés mais, au contraire, ont essayé de faire échouer nos entreprises. Si, vous-mêmes, vous avez des doutes quant à nos informations, alors :

a) Nous avons des preuves irréfutables, souvent matérielles, à vous présenter. En analysant ces documents effectifs, vous pourrez vous rendre compte que nous ne dénonçons pas des faits fictifs.

b) Vous pouvez exiger qu'on laisse vos journalistes, les représentants des syndicats et du parti voyager en URSS, étudier le fonctionnement des usines, des kolkhozes, des écoles, des instituts et autres établissements.

c) Vous pouvez rencontrer et vous entretenir avec les représentants des différentes tendances de l'opposition, dans différents pays.

Vous connaissez mieux vos forces et vos possibilités que nous pourrions le faire et c'est pourquoi vos propositions sur le plan de la tactique et de la stratégie de la lutte pour la paix, la démocratie et le "socialisme à visage humain" nous intéressent (le "socialisme à visage humain" est une notion qui prête à controverse - car le socialisme sans visage humain contredit la notion même de "socialisme" - qui a pu naître grâce au mythe de l'existence du socialisme en URSS).

7 Je vous demande de discuter, lors de votre rencontre, la lettre que je vous adresse, en tenant compte de ce que je représente l'aile gauche, néo-marxiste de l'opposition soviétique. Je vous demande de me répondre pour que je puisse envoyer votre réponse à mes camarades en URSS, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Bulgarie, RDA. Votre réponse, votre action peuvent avoir de l'influence (très fortement) sur le gouvernement soviétique, aussi bien que sur l'évolution de l'opposition.

J'ai été l'un des signataires de l'appel adressé aux partis communistes et ouvriers de la conférence de Budapest. Je me suis également adressé personnellement à vos partis pour demander leur soutien. Le général Grigorenko, un communiste, et l'écrivain Kostérine se sont aussi adressés à vous. Un groupe de communistes d'URSS vous ont fait parvenir une lettre par mes soins avant la rencontre de Berlin. (Je les connais personnellement.) Il n'y a eu aucune réponse. Cela a nui au développement de l'opposition marxiste, a sapé la confiance dans "le socialisme à visage humain".

J'espère que "l'eurocommunisme" ne restera pas un vain mot nouvellement inventé, mais qu'il marquera un tournant pour le mouvement ouvrier international. Cet espoir, au bout d'un an d'étude de l'"eurocommunisme", a faibli, mais néanmoins il demeure. (Une question à M. Marchais : pourquoi les camarades Althusser, Ellenstein, Parmelin sont-ils contraints de publier leurs articles non dans "l'Humanité", mais dans "le Monde" et autre journaux non-communistes ?)

L'évolution des PC doit être accélérée en détruisant les mythes, en changeant les principes, la structure et les méthodes de lutte des PC, car une évolution lente sous la pression de la jeunesse, l'absence d'intransigeance sur le plan des principes, la diplomatie en idéologie, l'esprit de conciliation représentent un péril pour la cause du socialisme.

Avec mon espoir.

Leonid Pliouchtch

Trotsky : La grève dans l'Etat ouvrier

Dans le numéro précédent d'Inprecor (n°3 nouvelle série, 31 mars 1977), nous avons publié la traduction du discours prononcé par Trotsky au XIème congrès du Parti communiste russe (27 mars-2 avril 1922). Dans son intervention, Trotsky mettait essentiellement l'accent sur les rapports existant entre la gestion économique d'une part, et le travail syndical d'autre part. Néanmoins, un des thèmes abordés lors de ce congrès, puis lors du Vème congrès pan-russe des syndicats (septembre 1922), était celui de la grève dans l'Etat ouvrier. A ce sujet nous avons publié - dans le même numéro - le discours de Tomski qui traite de ce problème.

Voici un article de Trotsky qui est centré sur cette question. Il fut publié, en français, dans le Bulletin communiste n°15 du 13 avril 1922. Dans ce texte, Trotsky se réfère aux décisions du Comité central du 28 décembre 1921 qui aborde la question syndicale sous la NEP. Les lecteurs peuvent se reporter à la présentation faite par Guy Desolre, dans le numéro précédent, pour situer le cadre général dans lequel s'insère cette intervention de Trotsky.

L'un des plus grands partis politiques de la Russie adoptait, il y a cinq ans, lors d'un de ses plus importants congrès, une résolution dans laquelle il était dit :

"Le prolétariat russe, agissant dans un des pays les plus arriérés de l'Europe, au sein des masses d'une population petite-bourgeoise, ne peut s'assigner pour but la réalisation immédiate du socialisme. Mais ce serait la plus grande faute et, pratiquement, un service rendu à la bourgeoisie que de déduire de ce fait la nécessité pour la classe ouvrière de soutenir la classe bourgeoise ou de limiter son activité dans les cadres appropriés à la petite-bourgeoisie; ou encore d'en déduire la nécessité pour le prolétariat de renoncer au rôle dirigeant qui lui incombe dans la propagande et l'accomplissement de diverses mesures pratiques immédiates, possibles, et constituant des pas vers le socialisme. La nationalisation du sol est l'une de ces mesures. Sans sortir immédiatement des cadres de l'ordre bourgeois, elle atteindrait directement le droit de propriété privée des moyens de production et renforcerait d'autant l'influence du prolétariat socialiste sur les demi-prolétaires de la campagne. Le contrôle des banques

par l'Etat, leur fusion en une banque centrale, le contrôle des compagnies d'assurances et des grands consortiums capitalistes, ainsi que le passage progressif à une plus juste répartition des impôts sur le revenu et sur la propriété, doivent être d'autres mesures dans le même sens. La vie économique est mûre pour leur accomplissement; elles sont indiscutablement possibles tout de suite; elles peuvent trouver l'appui politique des grandes masses paysannes qui en bénéficieraient sous tous les rapports !"

Quel parti adoptait cette résolution ? Le nôtre, le Parti bolchévik. Dans quel congrès ? A son importante conférence pan-russe de Pétrograd, les 24-29 avril 1917. Pour la première fois, au lendemain de la chute du tzarisme, notre Parti se réunissait et précisait sa tactique en vue de la révolution sociale. Le texte de la motion citée avait été dans l'ensemble rédigé par Lénine. 140 voix contre 8 abstentions l'adoptèrent.

Il y a un an, on eût dit que ce document n'avait pas plus qu'une valeur historique. Il a aujourd'hui une signification actuelle. On pourrait dire, avec quelques réserves précises, que notre Parti revient maintenant à ses positions d'avril 1917, positions qu'il s'était choisies à une époque où il lui était possible de définir plus tranquillement sa tactique que pendant les années de guerre civile acharnée dont naquit le communisme de guerre.

Les militants qui prendront la peine d'approfondir la résolution citée comprendront que notre nouvelle orientation économique n'est, sous bien des rapports, qu'un retour à l'ancienne ligne de conduite telle que nous l'avions définie il y a environ cinq ans. Et les questions qui se posent aujourd'hui à nous au sujet des syndicats ne leur apparaîtront plus inattendues.

La question syndicale, qui suscitait il y a un an de si chaudes discussions dans le Parti et y provoquait la formation de tendances, est aujourd'hui résolue à l'unanimité. C'est qu'il y a un an, le passage à la nouvelle - ou plutôt à la vieille - politique économique (NEP) se préparait seulement. A la veille du Xème congrès du Parti communiste russe, la période de transition commençait. Le Xème congrès siégea au moment le plus grave du revirement, pendant les événements de Cronstadt. Le Parti communiste commençait seulement à prendre conscience de la nécessité de grands changements, mais ne se les représentait pas encore exactement.

Le Xème congrès remplaça les réquisitions par l'impôt en nature. De cette décision capitale, tout le reste devait découler. Nous ne nous rendions pas encore compte alors de ses conséquences quant au rôle des syndicats. Mais si nous passons à l'impôt en nature, si nous admettons un certain retour au capitalisme, si nous concédons des entreprises, si nous encourageons l'initiative privée, il va de soi qu'il ne peut plus être question de l'étatisation rapide des syndicats et de la transmission de toute la direction de l'industrie aux syndicats. On le voit maintenant mieux qu'à l'époque du Xème congrès.

La récente résolution du Comité central du Parti modifie sur trois points essentiels le rôle des syndicats :

- 1° Leur participation à la vie économique est transformée;
 - 2° De l'enregistrement obligatoire de tous les travailleurs par le syndicat, nous revenons au principe de l'adhésion volontaire;
 - 3° Le syndicat redevient un organe de défense des travailleurs considérés comme vendant leur main-d'œuvre.
- C'est cette dernière modification qui pose la question du droit de grève dans l'Etat prolétarien sur laquelle j'ai l'intention de m'arrêter.

Les syndicats sont loin de renoncer à toute participation à l'organisation de l'économie. Il faut le souligner, car nos récentes résolutions sont déjà déformées par certains camarades dans ce sens. Le camarade V. Yarotsky a écrit que "la tâche essentielle des syndicats, tâche d'organisation économique, est à peu près entièrement éliminée". C'est tout à fait inexact. "Ecole du socialisme d'une façon générale, les syndicats doivent plus particulièrement être pour les ouvriers d'abord et ensuite pour tous les travailleurs des écoles d'administration socialiste de la production." Ainsi s'exprime la résolution du Comité central.

Nos syndicats doivent renoncer aux formes d'intervention dans l'organisation économique que l'expérience a condamnées. Comme le dit la résolution du Comité central, ils doivent renoncer à "l'intervention immédiate, improvisée, incompétente, irresponsable, dans la direction de l'industrie", mais ils doivent en même temps continuer assidûment leur participation au travail économique. La résolution du Comité central précise de quelle façon. Mais revenons à la grève.

La renaissance du capital privé et l'apparition du capital concessionnaire entraîne la formation d'un prolétariat travaillant non avec l'Etat ouvrier, mais pour des capitalistes. Il n'est déjà plus insignifiant. La commission économique provinciale de Moscou nous a donné sur le nombre d'ouvriers employés dans la capitale, par l'industrie privée, les chiffres suivants : Travailleurs du bois, 2 000; bâtiment, 10 000; industrie chimique, 1 500; cuirs et peaux, 1 300; métallurgie, 2 000; industrie textile, 1 000; services d'alimentation, 3 000; alimentation, 7 000; vêtement, 1 000; livre, 1 500. Nous n'avons pas pu vérifier l'exactitude de ces chiffres; mais, tenant compte que les magasins sont au nombre de 9 096 et qu'on y emploie 20 000 salariés, nous arrivons à un total de 50 000 personnes employées par l'industrie privée, même si nos premières données sont quelque peu exagérées. Cela, tandis que le Conseil économique de Moscou n'a encore concédé à l'industrie privée que 205 entreprises sur une liste totale de 542 entreprises destinées à l'être. A Petrograd, la Commission économique

provinciale nous donne les chiffres suivants des salariés employés par l'industrie privée :

Fabriques et usines.....	1 880
Ateliers.....	3 877
Petites entreprises.....	528

Total.....	6 285

Mais cette statistique est très incomplète, puisqu'elle ne comprend ni les travailleurs du bâtiment, ni les employés de commerce, ni quelques autres catégories de salariés. Il n'y en a pas moins de 10 000 à Péetrograd, dans l'industrie privée. Et si l'on considère l'affaiblissement numérique du prolétariat de cette ville, ce chiffre apparaît comme assez important. Il est d'ailleurs appelé à s'accroître, d'autant plus que le capital concessionnaire n'a pas encore fait son apparition parmi nous.

De toute évidence, les syndicats doivent prendre à cœur la défense des salariés travaillant pour l'industrie privée. Les intéressés ne souhaitent pas toujours en ce moment l'intervention du syndicat dans leurs affaires. Dans les conditions extrêmement dures de la période transitoire actuelle, le travail chez le capitaliste peut paraître parfois le meilleur. Mais ils se rendront compte avant peu que la protection de l'Etat ouvrier et du syndicat contre l'exploiteur leur est indispensable.

Pour défendre ces catégories de salariés, nos syndicats doivent reconstituer des caisses de grève et se préparer à des luttes nouvelles. Cela ne veut pas dire que nous aurons toujours recours, dans les concessions et les entreprises privées, à la grève. Au contraire, les syndicats agissant en régime des soviets avec le concours illimité de l'Etat, trouveront souvent bien d'autres moyens d'amener le concessionnaire et l'entrepreneur à satisfaire les revendications ouvrières.

Voilà qui est évident. Beaucoup plus difficile à résoudre est le problème de la grève dans les entreprises de l'Etat, dans les entreprises soviétistes. Nul n'ignore que, pendant nos 4 années de lutte, nous avons vu de ces grèves. Et tant que nous serons aussi pauvres, tant que nous souffrirons de la profonde misère causée par le blocus, par l'intervention étrangère, par le sabotage de certains techniciens, nous devons nous attendre à des conflits dans l'industrie de l'Etat, au cours desquels la grève ne sera pas toujours évitable.

Lorsque se produisirent les premières grèves de ce genre contre l'Etat ouvrier, les mencheviks et les socialistes révolutionnaires y virent le symptôme de la chute prochaine du régime des Soviets. Ils ne comprenaient pas que les grèves auxquelles nous avons affaire avaient objectivement et subjectivement un caractère radicalement différent de celui des grèves sous l'ancien régime et sous le gouvernement de Kérensky. Nous ne voulons pas dire qu'elles aient toutes été innocentes et idylliques. Loin de là. Il leur est plus d'une fois arrivé d'avoir une teinte contre-révolutionnaire. Elles ont fait un mal inappréciable à notre vie économique et à l'Etat ouvrier. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elles ne furent pas des faits de lutte de classe mais plutôt des querelles intestines dans une classe. Quand la situation économique devenait à peu près intenable, quand le manque d'argent et la crise du combustible atteignaient plus particulièrement une catégorie d'ouvriers,

celle-ci exprimait parfois sa protestation par la grève. La grève était extrêmement nuisible. Elle n'arrangeait rien, elle n'améliorait certes pas la situation économique et financière, elle ne remédiait en rien à la crise du combustible. Elle montrait seulement le manque de conscience, d'organisation et de fermeté intérieure de quelques éléments ouvriers. Elle procurait le plus grand plaisir aux contre-révolutionnaires de toute espèce, prolongeait la guerre civile, accroissait le désarroi économique. Mais elle ne ressemblait en rien aux mouvements de classe qui ont jeté bas l'ancien régime. C'était, comme on l'a dit dans la résolution de notre Comité central, "des conflits entre des groupes isolés de la classe ouvrière et certaines institutions de l'Etat ouvrier".

Tels quels, ces conflits ont fait le plus grand mal à l'Etat ouvrier et, partant, à la classe ouvrière. Mais il était impossible de les prévenir. Deux causes profondes les provoquaient : 1° Notre pauvreté, les ruines accumulées chez nous par l'impérialisme;

2° Les fautes graves de certaines institutions de l'Etat ouvrier atteintes de "déformation bureaucratique".

Laquelle de ces deux causes fut la plus importante dans chaque cas défini, nous ne saurions exactement le connaître. En tout cas, la tâche de nos syndicats c'est de prévenir, par des interventions intelligentes, les grèves provoquées par la "déformation bureaucratique" et, par des arrangements amiables, ainsi que par une aide cordiale apportée à nos organes économiques, celles que pourrait encore entraîner la pauvreté du pays.

Tâche difficile. Pour l'accomplir, il faut des militants vivant au sein des masses, avec les masses, de la vie des masses, sachant les comprendre, sachant apprécier, sans idéalisation superflue, leur degré de conscience et la puissance sur elle des anciens préjugés, sachant conquérir leur confiance et leur affection.

A l'époque du communisme de guerre, les dirigeants de nos syndicats n'avaient qu'une réponse à faire aux grévistes : "Vous n'avez pas le droit de cesser le travail, ni d'exiger du syndicat qu'il défende vos intérêts de vendeurs de main-d'œuvre. L'Etat des Soviets est un Etat ouvrier. Dans un Etat ouvrier, point n'est besoin d'organes spéciaux pour défendre l'intérêt de l'ouvrier." Au fond, cette réponse était juste, et le reste. Mais elle devient bientôt une formule officielle, si les syndicats ne sont pas étroitement mêlés à la vie ouvrière et s'ils ne savent pas combattre efficacement la "déformation bureaucratique" de certains organes de l'Etat, s'ils ne savent pas prouver à l'ouvrier le plus arriéré que tout ce qui était possible dans son intérêt a été fait. Il y a en cette matière une limite difficile à saisir, mais qu'il faut savoir ne pas franchir.

Si les syndicats ne vivent pas la vie même des masses laborieuses, s'ils ne font pas leur possible pour améliorer sans cesse leur condition, la solution théorique de la question du droit de grève dans l'Etat ouvrier n'est plus qu'une néfaste formule produisant sur le travailleur un effet diamétralement opposé à l'effet voulu. Nous savons tous combien nos ressources matérielles sont restreintes et combien il nous est difficile d'augmenter en ce moment les salaires réels des travailleurs em-

ployés par l'industrie d'Etat. Mais a-t-on fait tout ce qu'il était possible ? En ce qui concerne par exemple les conditions hygiéniques du travail dans notre industrie ? A-t-on fait tout ce que notre pauvreté actuelle nous permettrait de faire, ne fût-ce que pour les ouvriers des entreprises les plus importantes de l'Etat ? Non. Et mille fois non.

"Un des meilleurs moyens et des plus infaillibles d'apprécier la justesse et l'efficacité du travail des syndicats nous est fourni par les résultats de sa politique en vue d'éviter dans les entreprises de l'Etat les conflits collectifs, en se préoccupant en toute manière de l'intérêt des ouvriers et en éliminant à temps utile les causes de conflits."

Ainsi s'exprime avec beaucoup de justesse la résolution du Comité central. Si l'on peut dire que dans l'Etat bourgeois le meilleur syndicat, le plus combatif, c'est précisément celui qui a soutenu le plus de luttes, il faut dire que, dans les usines de l'Etat ouvrier, la vérité est exactement contraire. Mais pour liquider les grèves, la politique de prévoyance, "le souci de sauvegarde en toute manière l'intérêt des ouvriers", doivent être substitués à tous les autres moyens parfois employés aux jours difficiles de la guerre civile.

L'Etat ouvrier traversant une période de transition telle que la nôtre, ne peut interdire, par une loi, la grève dans ses établissements industriels, bien qu'il soit évident aux yeux de tous les travailleurs conscients que cette grève est nuisible, absurde et parfois contre-révolutionnaire. Mais l'Etat ouvrier ne peut pas non plus proclamer dans ses usines le droit de grève comme le voudraient, pour le plus grand avantage de la bourgeoisie, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks. Et ce n'est pas là une contradiction tactique. C'est une contradiction dans la vie même, dans la dure réalité d'une période de transition.

Plus l'Etat des Soviets se fortifiera, mieux nous relèverons notre vie économique, plus rapidement nous cicatrifierons les blessures que nous ont faites la guerre et la contre-révolution, mieux nous éliminerons de notre vie sociale le menchévisme et le "socialisme révolutionnaire" de ceux qui, pendant des années, ont soutenu la réaction, mieux les syndicats réussiront à résoudre pacifiquement les conflits - et plus la classe ouvrière deviendra consciente et moindre sera la déformation bureaucratique de nos organes de l'Etat et plus vite disparaîtra cette contradiction.

Les nouvelles tâches assignées aux syndicats attribuent bien des droits à leurs militants. Mais aussi nous attendons beaucoup de leur travail. La campagne dont le plan est esquissé dans la résolution du Comité central de notre Parti prendra des mois. Cette résolution, en effet, ne concerne pas seulement le mouvement syndical. Elle embrasse la situation de la classe ouvrière toute entière dans la période actuelle, en Russie des Soviets.

Nos syndicats doivent se transformer. Ils doivent renaître. Que le Parti soit prêt de son côté ! Une œuvre immense est à accomplir. Et les syndicats doivent à tout prix se mettre à la hauteur des grandes nécessités nouvelles.